



Dimitra Bulletin

FEMMES RURALES, GENRE ET DÉVELOPPEMENT



- © Nouveaux clubs d'écoute au Katanga
- © Renforcement des capacités légales dans les écoles aux champs
- © Maîtrise de son champ, maîtrise de sa vie

Sommaire

- 3 | Base de données Dimitra: relance de la collecte d'information
- 4 | RDC – La création de clubs d'écoute communautaires au Katanga
- 6 | Kenya – Renforcement des capacités légales et Ecoles aux champs
- 9 | Région des Grands Lacs – Donner aux paysans la maîtrise de leurs champs, donner aux gens la maîtrise de leurs vies
- 10 | Kenya – Les Centres Maarifa du réseau ALIN: améliorer l'accès des communautés rurales aux TIC
- 12 | Ouganda – E-agriculture, genre et TIC: le rôle de l'information dans l'agriculture et le développement rural
- 14 | Portraits de femmes – Mariam Sow: « Mon diplôme supérieur sur le terrain »
- 16 | Sénégal – Manooré FM, 'la voix des femmes'
- 17 | OrdiSpace de RFI – Diffuser par satellite vers les radios africaines
- 18 | SANKOFA – Un partenariat au niveau des communautés locales permet de réduire la pauvreté au Ghana
- 20 | Renforcer l'accès des femmes à la terre: allier la recherche à l'action – un projet de l'ILC en Afrique
- 21 | CAFR: un site Internet d'apprentissage de finance rurale
- 22 | FAO – Foire du Partage des connaissances
- 23 | Ressources

Amies lectrices, amis lecteurs

Bienvenue dans le Bulletin Dimitra n° 16! Ce numéro est consacré, comme toujours, au renforcement des pouvoirs des femmes et des hommes qui vivent en milieu rural.

Les efforts de la FAO dans la région des Grands Lacs montrent que la méthode des « Ecoles aux Champs » est un moyen efficace pour apporter une réponse à la lutte contre l'insécurité alimentaire, le VIH/SIDA et les violences faites aux femmes. Au Kenya, certaines « Ecoles aux champs » de la Région de la Côte, vers Mombasa, incluent maintenant dans leur curriculum, en sus d'un module sur la santé reproductive, des éléments sur le renforcement des capacités légales des populations qui ont montré tout leur intérêt à l'occasion d'une enquête de terrain.

A Lubumbashi (RDC), deux ateliers de formation pour le renforcement des capacités en techniques d'animation, de communication et de plaidoyer pour le développement, vont contribuer à la mise en place de clubs d'écoute pilotes dans la province du Katanga, suite aux expériences positives dans ce domaine au Sud-Kivu.

Au Ghana, l'African Centre for Human Development (ACHD) mène depuis 20 ans le projet SANKOFA, un programme intégré de développement rural qui a fait naître un sens de l'autonomie et de responsabilité pour la communauté, a créé des emplois et des infrastructures sociales qui faisaient défaut à Kadjebi, un district pauvre de la région de la Volta. Notre partenaire ghanéen parle de ces expériences.

Dans le domaine des TIC, le point focal de Dimitra au Kenya, ALIN, présente ses « Centres de connaissance communautaires », créés dans les zones rurales du Kenya, de Tanzanie et d'Ouganda. Ces centres emploient des jeunes diplômés au chômage et leur donnent l'occasion de former des communautés rurales aux services qu'elles peuvent obtenir des TIC. En Ouganda, WOUGNET a organisé un deuxième Forum sur « l'e-agriculture » avec une attention particulière sur le genre et le rôle des TIC et de

l'information dans l'agriculture et le développement rural.

Au Sénégal, la radio communautaire Manooré FM s'adresse directement aux femmes, et veut en donner une image plus réelle. Il s'agit de rendre les femmes visibles dans les médias et de faire entendre leurs voix. Nous présentons également OrdiSpace, un système d'envoi d'émissions par satellite à l'intention des radios africaines, mis en place par Radio France Internationale.

Le Centre d'Apprentissage de Finance Rurale (CAFR) de la FAO a créé un site Internet pour l'apprentissage de la finance rurale qui peut être très profitable pour tous.

La FAO, dans le cadre de sa réforme en cours, veut devenir une agence modèle dans le domaine du partage des connaissances. En collaboration avec ses agences-sœurs de Rome (le CGIAR, Bioversity International, le FIDA et le PAM), la FAO a organisé en janvier à Rome une « Foire du partage des connaissances ». Cette réunion a confirmé ce que le réseau Dimitra défend depuis des années, à savoir que le vrai pouvoir réside dans la capacité de partager les savoirs!

Nous terminons cet éditorial en vous informant que Dimitra commence avec ce numéro, une série « Portraits de Femmes ». Cette rubrique aura pour objet de présenter des personnalités qui luttent, d'une manière ou d'une autre, contre la pauvreté, pour l'égalité entre les hommes et les femmes et pour le développement durable. Le premier entretien est consacré à Mariam Sow, Coordinatrice d'Enda Pronat au Sénégal, partenaire de longue date de Dimitra.

Nous vous souhaitons une très bonne lecture!

Marcela Villarreal

Directrice, Division de la parité hommes-femmes, de l'équité et de l'emploi en milieu rural
Département du développement économique et social de la FAO



© WOUGNET

CONTACTEZ-NOUS

Eliane NAJROS, Coordinatrice du projet, ☎ +32 2 5490310
Maartje HOUBRECHTS, Chargée de projet, ☎ +32 2 5496168
Marie TULLY, Assistante de projet, ☎ +32 2 5490285
Yannick DE MOL, Expert Associé (Sénégal), ☎ +221 338891666
☎ +32 2 5490314 – e-mail: dimitra@dimitra.org – www.fao.org/dimitra

FAO Projet Dimitra, 21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

Graphisme: Atelier voor grafische & aanverwante toepassingen, Gand
Imprimeur: Parys Printing, Evergem-Gand



© Dimitra



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

Avec le soutien financier du Service Public Fédéral des Affaires Etrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement (DGCD) Belgique et de la Fondation Roi Baudouin.

Le contenu des articles ne correspond pas nécessairement aux vues de la FAO.

Editeur responsable: Eliane Najros, FAO Projet Dimitra
21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

Base de données Dimitra: relance de la collecte d'information

Nombre d'entre vous le savent déjà, Dimitra est un projet d'information et de communication de la Division de la parité hommes-femmes, de l'équité et de l'emploi en milieu rural de la FAO. Le projet est un outil qui peut servir aux populations rurales, aux femmes en particulier, et à leurs organisations pour faire entendre leurs voix aux niveaux local, national et international. Son but principal est de renforcer les capacités des femmes et des hommes vivant en milieu rural par la diffusion d'informations et l'échange d'expériences, et d'améliorer leurs conditions de vie et leur statut en soulignant l'importance et la valeur de leurs contributions à la sécurité alimentaire et au développement durable. Le projet cherche également à augmenter la sensibilité au genre parmi les acteurs de développement pour promouvoir davantage d'égalité entre hommes et femmes.

Dimitra fonctionne selon trois grands principes :

– **Partenariat** – mise en valeur des connaissances locales en travaillant en étroite colla-

boration avec des organisations partenaires locaux;

– **Participation** – participation active des organisations de la société civile ;

– **Mise en réseau** – encouragement et soutien à l'échange de bonnes pratiques, d'idées et d'expériences.

Depuis le début du projet en 1994, une grande quantité d'informations sur des projets de développement rural en Afrique a été collectée. Ces informations sont disséminées et partagées à grande échelle, par le biais du bulletin Dimitra et de la base de données en ligne du projet.

La **base de données Dimitra** contient des informations sur des **organisations basées en Afrique qui ont des projets ou programmes qui impliquent les femmes rurales et/ou qui utilisent une approche en genre**. La base de données montre les tendances rencontrées dans différents pays par des descriptions de projets et bonnes pratiques qui ont été fournies par les organisations elles-mêmes.

Dimitra donne une opportunité unique aux organisations travaillant avec les populations rurales, les femmes en particulier, de faire partie d'un large réseau. Toutes les organisations participantes reçoivent le bulletin Dimitra semestriel ainsi que les autres publications du projet. Elles sont également tenues au courant des autres activités organisées par le projet. A la fin de 2010, un CD-ROM avec tout le contenu de la base de données et du site Internet Dimitra sera distribué.

Votre organisation est invitée à participer au réseau et à avoir ses informations incluses dans la base de données. Vous pouvez télécharger le questionnaire du projet: www.fao.org/dimitra/a-propos-de-dimitra/joinre-le-reseau-dimitra/fr/ – ou envoyer une demande par e-mail (dimitra@dimitra.org) ou par lettre : Dimitra, 21 rue Brederode, 1000 Bruxelles, Belgique.

Vous pouvez également contacter directement l'organisation partenaire de Dimitra qui couvre votre pays :

POUR LE MAROC

AMSED - Association Marocaine de Solidarité et de Développement ✱

Mme Najat Sarhani
65, Avenue John Kennedy
10 000 Rabat, Maroc
Tél : +212 37 759352/53 - Fax : +212 37 750098
amsed@menara.ma - www.amsed.org.ma/index1.html

POUR LE BURUNDI

CAFOB, Collectif des Associations et ONG Féminines du Burundi ✱

Mme Séraphine Nisabwe
P.O.Box 561
Bujumbura, Burundi
Tél : +257 217758 / 0831526 - Fax : +257 218409
cafob@cbinf.com

POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

CONAFED - Comité National Femme et Développement ✱

Mme Elise Muhimuzi
B.P. 5-744
Kinshasa, République démocratique du Congo
Tél : +243 81 4740077
conafed@ic.cd

POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, PROVINCE DU SUD-KIVU

SAMWAKI - Sauti wa Mwanamke Kijikini ✱

Mme Adeline Nsimire
161/00 Av. Patrice F. Lumumba, Commune d'Ibanda
Bukavu (Sud-Kivu), République démocratique du Congo
Adresse postale :
BP 459, Cyangugu, Rwanda
Tél : +243 81 4740077
samwakiasbl@yahoo.fr

POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, PROVINCE DU KATANGA

REFED-Katanga - Réseau Femme et Développement ✱

Mme Bernadette M. Kapend
Avenue Likasi n° 491, Bâtiment Grand Labo
Lubumbashi (Katanga), République démocratique du Congo
Tél : +243 81 8152771
b_m_kapend@yahoo.fr

POUR LE CAMEROUN, LA CÔTE D'IVOIRE, LA GAMBIE, LA GUINÉE, LA MAURITANIE ET LE SÉNÉGAL

ENDA-PRONAT - Protection Naturelle des Ressources ✱

Mme Fatou Sow
B.P. 3370
Dakar, Sénégal
Tél : +221 8893439 - Fax : +221 8428681
dimitra@enda.sn - www.endapronat.org

POUR LE GHANA

GDI - Gender Development Institute ✱

M. Wilbert Tengey
PO Box CT 4810
Cantonments, Accra, Ghana
Tél : +233 21 223031
gdi@ghana.com - achd@qu.com.gh

POUR LE MADAGASCAR

ONE - Office National pour l'Environnement ✱

Mme Vololomihaja Rasamimanana
B.P. 822
Antananarivo 101, Madagascar
Tél : +261 20 2225999 - Fax : +261 20 2230693
mihaja@pnae.mg - www.pnae.mg



POUR LE BÉNIN, LE MALI, LE NIGER, LE TCHAD ET LE TOGO

ONG-VIE Kande Ni Bayra ✱

M. Ali Abdoulaye
B.P. 349
Niamey, Niger
Tél : +227 20 752560 - Tél/Fax : +227 20 755448
viebaya@intnet.ne

POUR L'ETHIOPIE, LE KENYA, LA SOMALIE, LA TANZANIE ET L'UGANDA

WOUNET - Women of Uganda Network ✱

Mme Dorothy Okello
Plot 53, Kira Road
PO Box 4411
Kampala, Ouganda
Tél : +256 41 4532035 - Fax : +256 41 4530474
info@woungnet.org - www.woungnet.org

La création de clubs d'écoute communautaires au Katanga

En novembre 2008, le REFED-Katanga (Réseau Femme et Développement), partenaire de Dimitra dans la province du Katanga en République démocratique du Congo (RDC), a organisé à Lubumbashi deux ateliers de formation. Il s'agissait de renforcer les capacités en techniques d'animation, de communication et de plaidoyer pour le développement.

Des ateliers de formation pour le renforcement des capacités ont été organisés dans le cadre de la mise en place de deux clubs d'écoute pilotes par les communautés à Kasumbalesa et à Kapolowe/Likasi avec le soutien du REFED-Katanga, de la GTZ-Santé au Katanga et de Dimitra. Ces clubs d'écoute constitueront un moyen efficace pour les communautés rurales d'identifier ensemble les problèmes de développement de leur milieu et de trouver des pistes de réflexion et d'action à mener pour y faire face. L'accent sera mis notamment sur les questions liées au VIH/SIDA, à l'égalité hommes-femmes et aux violences faites aux femmes.

Les deux ateliers, chacun d'une durée de trois jours, avaient pour but général de sensibiliser les participants aux notions de genre et de communication au développement et de stimuler le travail en synergie et en réseau, pour un renforcement mutuel et permanent.

Les travaux ont porté sur différents thèmes. Chaque exposé était suivi d'exercices en groupes et/ou de débats en plénière. Tous les sujets ont suscité de vives discussions et des questions de la part d'un public attentif et motivé. A la fin de chaque atelier, une évaluation de l'ensemble des thèmes abordés et de l'atelier a été menée avec tout le groupe.

En 2005, Dimitra a commencé un travail sur le genre et la communication participative au Sud-Kivu, avec son organisation partenaire SAMWAKI, accompagné par la GTZ-Santé. Depuis, huit clubs d'écoute ont été établis dans la province. Ils font un travail remarquable dans le domaine de l'agriculture, des droits et de la lutte contre le VIH/SIDA et d'autres thèmes de développement. Cette expérience positive a motivé la duplication de la démarche dans la province du Katanga, avec l'aide des partenaires du Sud-Kivu.

Les activités rentrent dans le cadre du projet Renforcement des radios communautaires rurales et création et renforcement des clubs d'écoute dans les provinces du Sud Kivu et du Katanga, une initiative de Dimitra et ses partenaires SAMWAKI et le REFED-Katanga, financée par la Fondation Roi Baudouin (FRB).

L'organisation des ateliers de formation en novembre 2008, cofinancés par Dimitra, la FRB et la GTZ-Santé en RDC, était une réponse directe aux recommandations formulées lors de l'atelier de Renforcement des capacités en information et communication et en genre des organisations paysannes et des radios communautaires de la Province du Katanga, organisé à Lubumbashi en juin 2007 (voir Bulletin Dimitra 13, septembre 2007).

Premier atelier : Techniques d'animation et de plaidoyer social

Le premier atelier visait à initier 30 leaders communautaires et animateurs d'organisations de développement à la base aux techniques d'animation de groupes et en matière de plaidoyer social, et d'informer les participants sur l'approche méthodologique de la création d'un club d'écoute et les différents genres radiophoniques :

Techniques et méthodes d'animation de groupe

Après avoir développé quelques notions générales, trois méthodes concrètes d'animation de groupe ont été présentées et mises en pratique dans des exercices : le focus group, le vidéo-forum, et le brainstorming.

Genre et développement

Dans un exposé sur le genre et la communication, en tant que thème transversal, quelques notions de base ont été expliquées. Ensuite, l'approche genre dans le développement a été clarifiée par le biais de trois thèmes spécifiques : l'accès à la terre, le VIH/SIDA, et les violences faites aux femmes. Les enseignements ont été mis en pratique par le biais d'exercices.

Notions sur le plaidoyer social

Le plaidoyer social est un ensemble de stratégies, démarches et procédures que la société civile met en place pour résoudre certains problèmes de la communauté. Le lobbying social est une action de pression sur les décideurs pour qu'ils tiennent compte des souhaits, préoccupations, besoins, priorités et soucis des populations, tels qu'exprimés par elles-mêmes.

L'approche participative en radio communautaire

Les concepts de base et le rôle et le mode de fonctionnement des clubs d'écoute ont été présentés et discutés.

Finalement, les participants ont, en groupes, préparé une émission participative, en incluant tous les enseignements précédents. Ceci leur a permis de mettre la théorie en pratique et également de poser des questions de clarification.

Deuxième atelier : Techniques de production radiophonique et de communication pour le développement

Le deuxième atelier a formé 30 animateurs et journalistes de radios communautaires en techniques de production radiophonique et communication pour le développement dans une perspective de genre. Il visait également à les initier à l'approche participative en radio communautaire par la mise en place de clubs d'écoute pour les hommes et les femmes. Les participants ont ainsi été outillés pour mieux aborder les questions soulevées par les communautés elles-mêmes, et ce avec une approche sensible au genre.

La communication pour le développement

Quelques notions de base sur « la communication » et la « communication pour le développement » ont été clarifiées et un exercice en groupes a récolté les idées des participants – communicateurs et auditeurs – sur ce qu'est un bon communicateur pour les auditeurs.



Dans une deuxième session, les différentes étapes méthodologiques de l'implantation et de l'organisation d'une radio communautaire ont été parcourues. Une discussion sur les différents types de radio a conclu qu'une radio est communautaire par son contenu et, surtout, par l'implication de la communauté.

Autre discussion importante : comment communiquer le genre pour le développement ? Dans ce cadre, le projet Dimitra a présenté des notions de genre et de communication qui respectent l'égalité entre les hommes et les femmes, sans tomber dans les stéréotypes.

● Les techniques de production radiophonique

Les types d'émissions les plus courantes en radio communautaire ont été énumérées – le jeu ou l'enquête radiophoniques, le magazine, le reportage, la table ronde, la causerie-débat, etc. On a également évoqué différentes techniques de collecte et de traitement de l'information, par exemple : quelles sont les sources de l'information, l'importance de l'interview, comment mettre en forme les informations obtenues, etc.

● L'approche participative en radio communautaire

Ici, les concepts de base et le rôle et mode de fonctionnement des clubs d'écoute ont été approfondis. D'abord, une définition d'un club d'écoute a été donnée : un groupe d'individus qui désirent écouter activement et systématiquement des programmes radiodiffusés dans le souci de débattre du contenu et surtout de mettre en pratique les enseignements qu'ils en ont tirés. Ensuite on a parlé des modes d'intervention, des caractéristiques et des fonctions d'un club d'écoute. Le mode de fonctionnement d'un club d'écoute repose sur trois principes de base : voir, juger, et agir.

● Genre et développement

Le thème genre et développement – comment intégrer l'égalité hommes-femmes dans tous les thèmes de développement – a été traité



Radio Vespera, une radio communautaire de Kasumbalesa, partenaire du projet de création de clubs d'écoute.

en se focalisant sur trois aspects spécifiques : le genre et le VIH/SIDA, le genre et les violences faites aux femmes, et le genre et la problématique du développement au Katanga.

Les radios et les clubs d'écoute : véritablement communautaires

Un élément important a été souligné tout au long des ateliers : les radios communautaires existent pour et par la communauté. Leur raison d'être est donc la communauté qu'elles servent. De la même façon, les clubs d'écoute sont établis par les communautés elles-mêmes et leur succès dépend donc en premier lieu de ces communautés.

Les clubs d'écoute n'existent pas seulement pour écouter, comme leur nom pourrait le suggérer, mais pour encourager des discussions sur les émissions, et aussi et surtout, pour y participer activement, pour analyser ensemble les problèmes de la communauté et prendre des actions pour un développement durable de leur communauté.

Un engagement politique

Les ateliers ont été clôturés par M. Juvénal Kitungwa Lugoma, Ministre provincial de l'Agriculture, la Pêche, l'Élevage et le Développement rural, qui a assuré l'auditoire de son engagement à les accompagner dans la démarche de suivi des ateliers. Il a également encouragé les participants à s'approprier les acquis des ateliers afin de mieux en rendre compte dans leurs milieux ruraux respectifs et d'en assurer un suivi actif et fructueux.

Et maintenant ?

Tout au long des ateliers, les participants ont été encouragés à partager ce qu'ils ont appris avec leurs communautés, et à s'impliquer activement dans des démarches pour l'établissement de clubs d'écoute et de radios véritablement communautaires.

Plusieurs participants ont exprimé le besoin de davantage de supports écrits détaillés sur les thèmes traités. Pour répondre à ce besoin, Dimitra et son partenaire du Sud-Kivu, SAMWAKI développeront une brochure pédagogique sur l'établissement et le fonctionnement d'un club d'écoute sensible au genre.

Le REFED-Katanga et la GTZ-Santé, appuyés par Dimitra, assureront le suivi des formations et aideront les leaders locaux et les animateurs qui prendront des initiatives pour l'établissement de clubs d'écoute pilotes dans la région.

✱ **Pour des informations supplémentaires, contacter :**
REFED-Katanga, Réseau Femme et Développement
Bernadette Kapend Mwambu, Présidente
Bâtiment Grand Labo
491, Avenue Likasi
Lubumbashi, RDC
Tél : +243 81 8152771 - +243 99 1384775
E-mail : b_m_kapend@yahoo.fr



Les ateliers ont sensibilisé les participants aux notions de genre et de communication au développement et ont stimulé le travail en synergie et en réseau.

Comment améliorer la vie des gens par le renforcement de leurs capacités légales ?

L'APPROCHE « ECOLE AUX CHAMPS » : UN MODÈLE PARTICIPATIF ET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT



L'approche dite « Ecole aux champs », aussi appelée « école sans murs », est un concept de la FAO en pleine évolution pour l'apprentissage, la discussion et l'expérimentation, par les agriculteurs et les agricultrices, des stratégies agricoles visant à améliorer leur sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance. Au Kenya, les Ecoles aux champs (Farmer Field Schools, FFS) et les Ecoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes (Junior Farmer Field and Life Schools, JFFLS) se sont appuyées sur un concept novateur dans lequel, en plus de la pratique agricole, les questions de santé reproductive ainsi qu'un certain nombre de questions juridiques ont été ajoutées au pro-

gramme. En mars 2009, une mission de la FAO a rendu visite à plusieurs FFS-RH (Écoles aux champs - Santé reproductive) situées dans les districts de Taveta et de Kilifi, dans la province côtière du Kenya. Cette mission a jugé les résultats très impressionnants dans une région où la pandémie du VIH est encore très forte.

Le dynamisme, la confiance en soi et l'ouverture des agricultrices et des agriculteurs qui fréquentent ces FFS-RH étaient frappants. Ils ont affirmé que leur production alimentaire avait augmenté en dépit de la sécheresse actuelle. Ils ont également reçu des formations sur leur santé, le VIH, les droits reproductifs et

Le renforcement des capacités légales : un chaînon manquant dans le cycle de renforcement des « Ecoles aux champs » conclut l'atelier de la FAO

Nairobi, 3 et 4 mars 2009. Le renforcement des capacités légales est un moyen de permettre aux pauvres de faire face à l'insécurité qui touche leurs avoirs et leurs activités, et de protéger leurs conditions de vie à l'aide de la loi, du système juridique et des services juridiques. « Avec d'autres partenaires, la FAO est à l'avant-garde de la mise en pratique de ce concept aux niveaux national et local » a déclaré Mme Carol Djeddah, fonctionnaire principale à la Division de la parité hommes-femmes, de l'équité et de l'emploi en milieu rural (ESWD) lors de son discours d'ouverture prononcé au nom du Représentant de la FAO au Kenya.

Quelque 30 experts se sont réunis les 3 et 4 mars à l'occasion de l'atelier de la FAO intitulé *Tackling legal empowerment: the Farmer Field and Life Schools approach* (Aborder la question de l'autonomisation juridique : l'approche des Ecoles pratiques d'agriculture et de vie), organisé en collaboration avec les organisations African Woman & Child Feature Service (AWC, Kenya), Coastal Development Authority (Autorité de développement du littoral, Kenya) et Women's Association of Lawyers (Association des femmes juristes, FIDA Kenya). Les participants ont examiné les résultats préliminaires de l'étude de cas et de la visite sur le terrain menées dans la province côtière du Kenya afin de déterminer le niveau de renforcement des capacités légales et en genre obtenu au moyen des programmes de formation, ainsi que l'impact de ces derniers sur les conditions de vie des gens, et d'identifier les lacunes qu'il conviendrait de combler.

« L'approche *Ecole aux champs* a été élaborée par la FAO dans le but de faire naître des approches participatives en matière de formation agricole. Elle met l'accent sur la responsabilisation des agriculteurs en termes de mise en œuvre dans leurs champs de leurs propres

décisions, en se basant sur une meilleure compréhension de leur écosystème agricole », a rappelé Mme Djeddah. Au fil du temps, l'approche a évolué pour aborder également d'autres sujets de préoccupation des agriculteurs et agricultrices tels que les droits de santé reproductive (en collaboration avec l'UNFPA), et s'adresse aujourd'hui aux adultes ainsi qu'aux jeunes vulnérables à cause du VIH/SIDA. Il existe à l'heure actuelle 42 écoles mettant l'accent sur les questions de santé reproductive dans la province côtière du Kenya. L'approche est très populaire, non seulement parmi les agriculteurs inscrits mais aussi dans d'autres communautés locales de la région. Il est toutefois nécessaire d'élargir son contenu. « Les paysans exigent des formations, en particulier dans les domaines de l'accès à la terre et à la propriété, de l'héritage des femmes et des orphelins, du travail des enfants dans l'agriculture, et de l'accès aux facilités de crédit et aux compétences entrepreneuriales. L'approche doit être adaptée pour intégrer également des éléments concernant l'autonomisation juridique », a souligné M. Mwalugha, fonctionnaire de l'Autorité de développement du littoral et chargé de la coordination du programme dans la province.

Les discussions menées dans le cadre de l'atelier ont fait apparaître un nouveau modèle d'intégration des questions de renforcement des capacités légales et en genre dans la méthodologie et des outils des Ecoles aux champs. Ce nou-

veau modèle devrait ainsi permettre aux agriculteurs et agricultrices, et notamment aux femmes, d'aborder les questions juridiques qui ont un impact sur leur sécurité alimentaire et leurs conditions de vie, de faire un meilleur usage des services et mécanismes juridiques, tant au niveau de la communauté qu'au niveau de l'administration, et d'éviter les spoliations de biens et les conflits. Des campagnes et des ateliers de sensibilisation destinés aux dirigeants des communautés locales, aux chefs coutumiers et à l'administration locale sont également nécessaires pour garantir que ces organismes répondent de manière adéquate aux besoins et aux droits des citoyens. L'information, l'échange et le partage des expériences et la mise en réseau devront être développés et renforcés, notamment par le biais du projet FAO-Dimitra.

Le rapport final de l'atelier sera disponible auprès de la FAO-ESWD, ainsi que de la CDA/AWC, Kenya.



les droits juridiques. Ils ont très bien réussi à transformer ces connaissances en capacités et ce processus de renforcement des pouvoirs les aide à changer leurs vies.

Le pouvoir de savoir et d'agir

L'équipe de la FAO en visite a pu voir plusieurs exemples de la façon dont la vie des gens a été transformée, et des éléments montrant les effets positifs de leur participation à la FFS-RH ont été fournis :

- Le viol, autrefois cause de grande honte, si on en faisait même état, est maintenant reconnu de manière plus ouverte, et la communauté sait que la première chose à faire est de se rendre dans un centre de santé ou dans un hôpital dans un délai de 72 heures afin que les femmes puissent éviter les maladies sexuellement transmissibles, le VIH et les grossesses non désirées. Ensuite, elles doivent dénoncer le cas à la police, plutôt que d'accepter les méthodes traditionnelles de règlement de la question. Dans un certain nombre de cas, l'agresseur a été incarcéré.
- Plusieurs groupes de participants aux FFS-RH se sont rendus avec leur famille à un dépistage volontaire du VIH.
- Les femmes des groupes FFS-RH et leurs facilitateurs ont inclus les JFFLS dans leurs villages et écoles car ils savent qu'il y a des centaines d'orphelins dans leurs communautés à cause du VIH. Les orphelins et les jeunes sont particulièrement vulnérables à Kilifi et ils sont souvent entraînés dans le « tourisme sexuel » dont ils ont du mal à s'échapper.
- Davantage de femmes accouchent dans des centres de santé, sous la supervision d'infirmières ou de sages-femmes. Une femme a raconté avec fierté l'histoire de sa belle-fille, qui, sur le point d'accoucher, s'était entendu dire qu'elle devait se rendre à pied jusqu'à un autre centre de santé, car il n'y avait pas d'eau dans le centre qu'elle venait d'atteindre. La belle-mère avait reçu une formation sur ses droits aux services de santé, et elle a insisté pour que la sage-femme prenne en charge la patiente et le bébé à naître. Le futur père est alors parti chercher des bidons d'eau, et le bébé a pu venir au monde sain et sauf dans ce centre de santé.
- À Jaribuni, près de Kilifi, le groupe de participants à la FFS-RH se réunit tous les mercredis. Il compte 22 membres, dont une grande majorité de femmes. Le groupe a lancé un système d'épargne et de crédit, grâce à leur production agricole. Les agriculteurs et agricultrices voudraient acheter, à proximité, un terrain agricole au nom du groupe



Les Ecoles aux champs: transformer les connaissances en capacités pour agir.

FFS, et ils ont réussi, en un laps de temps assez court, à économiser 100 000 shillings kenyans. Le prix du terrain est de 300 000 shillings kenyans, et comme ils disposent déjà d'un tiers de la somme en garantie, ils seront en mesure d'emprunter le reste auprès de la banque. Cette expérience a fortement impressionné les villages voisins, qui ont manifesté un vif intérêt de rejoindre les FFS et de faire la même chose.

- À Boilwa, les participants à la FFS-RH ont acheté des moustiquaires imprégnées d'insecticide pour leurs familles.
- Une veuve qui avait perdu son mari à cause du SIDA a raconté que les frères du défunt étaient venus revendiquer non seulement son exploitation et sa terre, mais aussi l'ensemble de ses possessions. Avec le soutien

des anciens du village (loi coutumière), elle leur a dit qu'elle connaissait les droits que lui accordait la loi, et les a menacés d'aller devant le tribunal. Cela a été assez dissuasif pour les empêcher de violer ses droits et ceux de ses enfants.

Des défis subsistent

Mais en dépit de ces histoires encourageantes, tout ne se termine pas aussi vite et bien. Une femme dépouillée de ses biens par ses beaux-frères était allée voir les anciens du village, puis le chef et, enfin, avec le soutien de l'Association des femmes juristes (FIDA, Kenya), elle avait porté l'affaire devant le tribunal. Elle a finalement réglé l'affaire à l'amiable avec sa belle-famille.



Les femmes sont organisées en écoles aux champs...

En s'appuyant sur l'expérience du Kenya et les demandes des agriculteurs et des agricultrices, la Division de la parité hommes-femmes, de l'équité et de l'emploi en milieu rural de la FAO a élaboré un nouveau modèle pour l'intégration du renforcement des capacités légales dans la méthodologie et les outils de l'approche FFS. Ce nouveau modèle est en cours d'intégration au Kenya, et devrait également être lancé en Ouganda. Il sera complété, si possible, par une campagne de communication destinée à promouvoir la diffusion et la compréhension au niveau des communautés rurales ainsi que des institutions locales.

Dimitra et ses partenaires en Afrique de l'Est et centrale travailleront conjointement avec les écoles FFS-RH et JFFLS ainsi qu'avec les services d'urgence de la FAO à renforcer le nécessaire échange d'informations, la mise en réseau et l'utilisation d'une large gamme de médias indispensables en vue d'encourager un changement de comportement au sein de la communauté.

L'expérience acquise par le biais de ce processus peut profiter non seulement aux FFS et aux JFFLS soutenus par la FAO, mais aussi à d'autres groupes pionniers dans le domaine du renforcement du pouvoir des femmes et des capacités légales en milieu rural.

✱ Pour des informations supplémentaires, contacter : dimitra@dimitra.org ou JFFLS@fao.org

Cependant, dans de nombreux cas, les femmes qui n'ont pas le soutien de leur groupe et des facilitateurs des FFS ne savent pas où aller, ni à qui parler si les institutions locales ne répondent pas de manière appropriée à leurs revendications et à leurs demandes. Dans des communautés avec un taux de mortalité élevé dû au VIH, les femmes sont dépossédées de leurs biens, ce qui les laisse totalement démunies lorsque leur mari meurt ou qu'il prend une autre femme. Un grand nombre de femmes ne souhaitent pas affronter leur belle-famille et la communauté dans laquelle elles vivent, et préfèrent donc renoncer à se battre pour leurs droits fonciers.

Les violences faites aux femmes, l'alcoolisme, la toxicomanie des hommes et des jeunes, le tourisme sexuel et le commerce du sexe sont également des problèmes très communs qui empoisonnent la vie, et qui sont reconnus par tous, hommes et femmes. Mais comment amener les gens à changer ?

Il faut reconnaître que les hommes ont été moins (voire pas du tout) impliqués dans les organisations ou les projets communautaires tels que les FFS-RH, et que leur situation économique relative s'est détériorée. Les femmes, en revanche, se sont organisées et ont généralement bien réussi à améliorer leurs moyens de subsistance grâce à leur travail. Toutefois, leur statut social reste bas. Il est donc nécessaire de faire en sorte que chacun, au sein de la communauté, soit impliqué, afin que l'on ne se retrouve pas avec des « hommes d'hier » et des « femmes de demain ». Tel est le but de l'approche genre.

Il est également nécessaire d'intégrer des formations juridiques sur des questions spécifiques, telles que les droits fonciers et les droits

de propriété ainsi que la prévention du travail des enfants, dans le programme des FFS et des JFFLS, de façon à accroître l'utilisation des procédures et services juridiques existants par les communautés agricoles (par exemple, des services destinés aux femmes dans les commissariats de police, des responsables de district pour les questions ayant trait aux enfants, etc.). Tel est le but du renforcement des capacités légales.

On a également noté qu'une stratégie efficace d'information et de communication faisait défaut : la documentation des cas, l'échange d'expériences, la mise en réseau, les liens avec des stations de radio (locales), les campagnes d'information, etc., sont des éléments clés d'une politique axée sur la sensibilisation des populations rurales, de la société civile et des institutions gouvernementales. Les activités de plaidoyer et de sensibilisation des anciens, des chefs coutumiers et des autorités religieuses doivent également faire partie intégrante de toute campagne de communication, afin que l'ensemble des acteurs de la communauté s'impliquent et soient convaincus de la nouvelle voie à suivre vers l'égalité homme-femme, le progrès et la lutte contre la pauvreté.

... avec un module sur la santé reproductive.



Donner aux paysans la maîtrise de leurs champs, donner aux gens la maîtrise de leurs vies

Utiliser la méthode des « Ecoles aux champs » pour apporter une réponse à l'insécurité alimentaire, au VIH/SIDA et aux violences faites aux femmes dans la Région des Grands Lacs

Au cours des cinq dernières années, le Bureau d'urgence régional de la FAO pour l'Afrique a mis en œuvre un projet d'urgence visant à assurer une meilleure sécurité alimentaire, une meilleure nutrition, et à renforcer les conditions de vie des populations rurales. L'approche est celle de l'autonomisation des femmes, en réduisant la stigmatisation, ainsi qu'en renforçant les capacités des ménages affectés par les violences faites aux femmes ou le VIH. Le projet a été lancé en 2004 et est financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA). Il couvrait initialement le Burundi, l'est de la République démocratique du Congo (RDC) et le nord de l'Ouganda, et a été par la suite étendu au Rwanda en 2007, puis au Kenya en 2008.

Cette année, le projet a adopté une approche d'apprentissage à la fois innovante et participative appelée « école aux champs » (Farmer Field Schools, FFS), ainsi que sa variante « écoles pratiques d'agriculture et de vie et pour les jeunes » (Junior Farmer Field and Life Schools, JFFLS). L'école aux champs réunit des concepts et des méthodes issus des domaines de l'agro-écologie, de l'éducation expérimentale et du développement des communautés locales. De plus, elle vise à autonomiser les agriculteurs en leur donnant la maîtrise de leurs conditions de vie. L'approche « école aux champs » a été adaptée aux contextes d'urgence, aux problématiques propres à la jeunesse et aux questions concernant les violences faites aux femmes ou au VIH. Déjà bien connue, et couronnée de succès dans plusieurs pays africains comme le Kenya, l'Ouganda et le Mozambique, cette méthode confère aux participants – agriculteurs ou enfants – un rôle central dans le processus d'apprentissage.

Une session de formation de formateurs aux méthodes « école aux champs » et JFFLS a été animée en janvier 2009, au Burundi, par deux

formateurs kenyans. Celle-ci a été suivie par 33 participants venus du Burundi, de la RDC et du Rwanda. Ces nouveaux formateurs seront en mesure de créer en moyenne deux FFS ou JFFLS chacun. Des sessions de formation de formateurs sont également organisées à l'heure actuelle au Kenya, ainsi qu'en Ouganda.

Quels sont les objectifs du projet?

☉ Lutter contre l'insécurité alimentaire

Fournir aux bénéficiaires des facteurs de production agricoles et de petits animaux, ainsi qu'un soutien technique, leur permet d'accroître et de diversifier leur production pour leur propre consommation, et de générer des revenus grâce à la vente des excédents. La culture maraîchère est particulièrement encouragée car elle est bien adaptée aux capacités de travail limitées des ménages touchés par le VIH.

☉ Améliorer l'état nutritionnel

Grâce à des démonstrations de cuisine et à des cours de nutrition et de commercialisation, les ménages optimisent l'utilisation des aliments produits et génèrent des revenus pour satisfaire leurs besoins. L'amélioration et la diversification de l'alimentation qui en découlent garantissent un meilleur état nutritionnel, ce qui renforce le système immunitaire et ralentit la progression du VIH.

☉ Renforcer les conditions de vie

Les situations d'extrême vulnérabilité auxquelles les gens se retrouvent confrontés peut les contraindre à adopter des stratégies de survie dangereuses, consistant par exemple à retirer leurs enfants de l'école, à vendre leurs biens ou à se livrer à la prostitution. Grâce à l'accroissement et la diversification de la production agricole et de l'élevage, les familles sont en mesure de satisfaire leurs propres besoins et de générer des revenus supplémentaires, assurant ainsi leur subsistance.

☉ Autonomiser les femmes

Les femmes sont biologiquement, culturellement et socialement plus vulnérables à l'infection au VIH que les hommes. Les conséquences du VIH/SIDA sur les femmes sont



également plus importantes car elles assument la responsabilité traditionnelle d'apporter des soins aux malades et aux orphelins. Souvent, elles n'ont pas accès aux ressources productives et sont privées de leur légitime propriété et de leurs biens en cas de décès du mari. Le projet aborde de manière spécifique les inégalités entre hommes et femmes, et en particulier les violences faites aux femmes.

☉ Réduire la stigmatisation

En participant aux activités du projet, les familles touchées par le VIH sont moins isolées, elles augmentent leur confiance en elles et deviennent autonomes. Grâce à ces efforts, elles sont perçues comme des membres actifs et productifs au sein d'une communauté mieux informée, ce qui a pour effet de réduire la stigmatisation associée de manière caractéristique au VIH/SIDA.

☉ Augmenter les capacités et autonomiser

Les bénéficiaires acquièrent ou améliorent leurs capacités techniques dans différents domaines, depuis la production de cultures et l'élevage jusqu'à la commercialisation, mais aussi en matière de connaissances sur le VIH/SIDA, sur les droits juridiques (par exemple l'héritage, la propriété) et sur les inégalités entre hommes et femmes. Tout cela passera désormais par l'approche « école aux champs ».

En bref, l'approche du projet de la FAO peut être résumée par le fameux dicton « apprends à aux gens à pêcher au lieu de leur donner un poisson ».

Le témoignage de Kaviraa illustre bien le succès du projet. Kaviraa est veuve, séropositive et mère de neuf enfants âgés de 6 à 23 ans. Elle est une des bénéficiaires du projet de la FAO au Nord-Kivu (RDC). Kaviraa affirme que ce projet lui a vraiment « sauvé la vie » et lui a donné un nouvel espoir. Grâce à des activités de culture maraîchère et d'élevage de petit bétail, Kaviraa est devenue autosuffisante et apte à entretenir sa famille. Grâce à des activités de groupe, elle a également pris confiance en elle, et appris à vivre ouvertement et dans un esprit positif avec le VIH.

✳ Pour des informations supplémentaires, contacter:
Karine Garnier
FAO-Kenya
karine.garnier@fao.org

Les Centres Maarifa du réseau ALIN – Améliorer l'accès des communautés rurales aux TIC

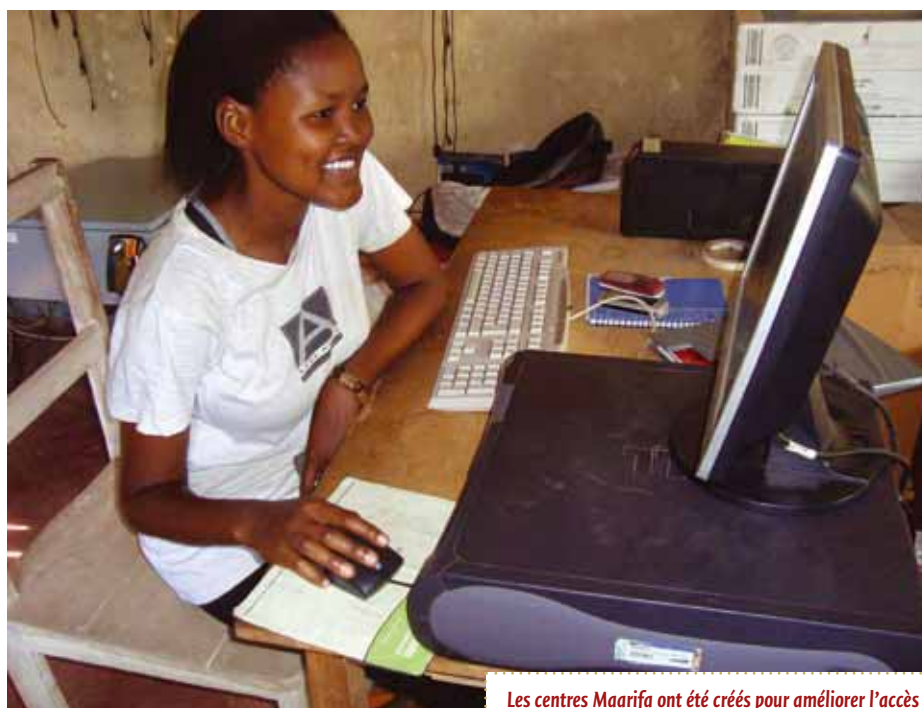
Les Centres de connaissances communautaires, ou « Maarifa », d'ALIN (Arid Lands Information Network - Réseau d'information sur les terres arides), ont été créés dans les zones rurales du Kenya, de Tanzanie et d'Ouganda pour rapprocher les services de technologies de l'information et de la communication (TIC) des communautés rurales, et pour permettre la documentation et le partage des connaissances locales. Ces centres sont utilisés par un large éventail de membres de la communauté – des acteurs du développement aux jeunes des zones rurales – et sont dirigés par des bénévoles locaux.

Les zones rurales ont un important potentiel de développement humain et naturel, principalement dans le domaine agricole. On note toutefois, de manière générale, un manque d'informations utiles pour l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. Alors que l'accès aux TIC est reconnu comme un moyen de réduire les inégalités et la pauvreté, et de promouvoir l'intégration des communautés rurales dans l'économie mondiale, le taux de pénétration des TIC reste très faible dans les zones rurales de l'Afrique de l'Est.

Pour remédier à cette situation, le réseau ALIN et ses partenaires ont commencé en 2007 à créer des centres de connaissances communautaires (« Community Knowledge Centres », CKC) dans les zones rurales et arides de l'Afrique de l'Est. Ces centres sont connus du grand public sous le nom de centres Maarifa – « maarifa » étant le mot swahili pour « connaissance ».

De l'information à la connaissance

Il existe dix centres à l'heure actuelle – huit au Kenya, un en Tanzanie et un en Ouganda. Ceux-ci sont équipés d'outils TIC de base (ordinateurs et accès Internet) afin de permettre la production et la diffusion d'informations, ainsi que l'accès à ces informations. Ils disposent d'un centre de ressources contenant des



Les centres Maarifa ont été créés pour améliorer l'accès des communautés rurales à l'information et leur permettre ainsi de transformer leurs expériences en connaissances.

matériaux tels que des journaux, des revues, des livres, des rapports de recherche, des informations stockées sur support électronique (CD-Rom), du matériel audiovisuel (DVD), des recueils et tous les types de ressources disponibles sur Internet.

Ces centres ont été créés pour améliorer l'accès des communautés rurales à l'information, et leur permettre ainsi de transformer leurs expériences en connaissances et d'en tirer des enseignements. Ils visent également à améliorer la documentation des connaissances relatives au développement local et l'échange de connaissances dans toute l'Afrique de l'Est, mais aussi à offrir une formation à l'utilisation des TIC.

Qui utilise les centres et pourquoi ?

Dans les centres Maarifa, les membres de la communauté peuvent accéder à – et partager – des informations sur la façon d'améliorer leurs conditions de vie par le biais de nouvelles technologies en matière d'agriculture et d'élevage, ainsi que sur les moyens de s'adapter aux changements environnementaux et climatiques.

Ils bénéficient d'un accès à des informations actualisées en matière de commercialisation. D'autres informations sont liées à la santé, à l'égalité entre hommes et femmes et au VIH/SIDA.

Les centres offrent une formation de base à l'utilisation des TIC à l'intention des membres de la communauté, souvent des jeunes qui ont achevé l'enseignement secondaire et des élèves des écoles primaires, dont beaucoup ont constitué des clubs d'information.

Les centres font également office de points d'accès à l'information pour les acteurs de développement communautaire qui fournissent des services agricoles et d'autres services d'animation dans la région. Ceux-ci utilisent les centres pour acquérir gratuitement (en ligne) des informations sur le développement et envoyer des rapports hebdomadaires à leurs ministères ou organisations, mais bénéficient

Le Centre Maarifa de Nguruman, situé dans la zone reculée de Magadi, dans la Vallée du Rift (Kenya), est le seul endroit à offrir des services Internet dans un rayon de 100 km. Des fonctionnaires du gouvernement et des acteurs de développement utilisent le centre pour envoyer leurs rapports hebdomadaires, ce qui leur fait économiser 15 dollars US de frais de transport jusqu'à la ville la plus proche. Les jeunes utilisent le centre pour postuler en ligne à des emplois dans le service public, pour soumettre des demandes de visas ou accéder à d'autres services d'e-administration. En raison de l'absence de réseau électrique dans cette zone, le centre est également le seul endroit où l'on puisse recharger les téléphones mobiles et regarder les informations kenyennes en ligne (clips télévisés postés sur YouTube).

aussi de services de bureautique de base, tels que la dactylographie, la photocopie et l'accès gratuit à Internet.

Participation de bénévoles

Les centres sont gérés par des Bénévoles d'Information Communautaire, sélectionnés et formés par ALIN. Les bénévoles travaillent un an au centre et sont supervisés par les organisations locales d'accueil partenaires du projet. Ce sont généralement de jeunes diplômés en communication, en technologies de l'information, en agriculture, en études environnementales ou en développement communautaire. Les bénévoles gèrent les activités du centre, coordonnent la collecte de connaissances et d'expériences locales en matière de développement, et forment les communautés locales à l'utilisation des outils TIC. Cette expérience les aide à trouver plus facilement un emploi.



Les informations recueillies et présentées par les acteurs de développement communautaire, par les membres de la communauté ou par les bénévoles sont partagées via la plate-forme du 'Réseau ouvert de connaissances' («Open Knowledge Network», OKN), qui relie tous les centres de connaissances communautaires et est accessible dans l'ensemble du réseau ALIN. Pour assurer la continuité et le transfert de connaissances, les bénévoles travaillent avec une personne locale faisant office de représentant de la communauté.

Participation active des femmes

Dans le but de renforcer la capacité des femmes à jouer un rôle actif dans les initiatives de développement et à inverser la tendance à leur participation insuffisante, en particulier dans les zones arides, ALIN favorise l'intégration des femmes dans les activités de soutien au développement et à l'information.

Parmi les volontaires recrutés, 70% sont des femmes. Ces femmes bénévoles représentent à la fois une source d'inspiration pour les autres femmes des communautés locales et un défi pour les hommes, s'agissant de l'importance à donner à l'éducation et à l'autonomisation des filles.

Défis auxquels les centres sont confrontés

Le manque d'infrastructures adéquates telles que le raccordement au réseau électrique reste un défi majeur à la mise en œuvre réussie du projet. ALIN utilise des panneaux solaires qui ne peuvent alimenter que quelques ordinateurs. Même si les ordinateurs portables fonctionnent mieux dans ces endroits, ils sont nettement plus chers que les ordinateurs de bureau. Dans un certain nombre de domaines, en particulier parmi les communautés pastorales, la pénétration des TIC est lente. D'autre part, des facteurs culturels limitent les possibi-

lités d'accès des femmes aux services utilisant les TIC.

Article de Polycarp Otieno et Esther Lung'ahi, Département Communications d'ALIN

* Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter :

ALIN-EA,
Arid Lands Information Network-Eastern Africa
Noah Lusaka, Chargé de Projet
P.O. Box 10098
00100 G.P.O. Nairobi
Kenya
Tél: +254 20 2731557 - Fax: +254 20 2737813
info@alin.or.ke - www.alin.or.ke



Je fais partie des nombreux étudiants qui bénéficient des services Internet au Centre Maarifa de Marigat», déclare Richard Tumeiyo, un étudiant qui suit l'enseignement à distance de l'Université d'Afrique du Sud (UNISA). Autrefois, je devais aller jusqu'à Nakuru, depuis mon village de Baringo dans la Vallée du Rift, c'est-à-dire parcourir 100 km chaque week-end pour faire mes devoirs et recevoir des informations de l'université. Les services Internet gratuits disponibles au Centre Maarifa de Marigat m'ont permis de gagner beaucoup de temps et d'économiser beaucoup d'argent. J'en suis très reconnaissant, car à présent, je suis tous les jours en contact avec mon collège. Le Centre m'a également aidé, ainsi que de nombreux jeunes, à trouver des bourses et des financements du gouvernement kenyan pour la jeunesse. Il nous est facile de télécharger les formulaires et de déposer une candidature pour ces services à partir du Centre, sans devoir parcourir de grandes distances et engager des frais que la plupart d'entre nous ne peuvent pas se permettre.

De jeunes diplômés au chômage gèrent bénévolement les activités du centre, coordonnent la collecte de connaissances et d'expériences locales en matière de développement, et forment les communautés locales à l'utilisation des outils TIC.

« E-agriculture », genre et TIC : le rôle de l'information dans l'agriculture et le développement rural

DEUXIÈME FORUM DU LANGO SUR L'E-AGRICULTURE
APAC, OUGANDA, 10 FÉVRIER 2009

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont des moteurs de changement en matière de développement rural et agricole. Elles peuvent accélérer l'extension de services au développement dans des domaines tels que les soins de santé, l'éducation et l'agriculture, et peuvent constituer des outils efficaces en vue d'atteindre les communautés rurales et éloignées. Les interventions faisant appel aux TIC peuvent avoir d'importants effets, directs et indirects, sur l'amélioration de la production agricole, la commercialisation et les activités d'après-récolte, contribuant ainsi à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie des populations rurales.

Le Forum du Lango sur l'e-agriculture est un événement bisannuel organisé par WOUGNET (Réseau des femmes d'Ouganda) dans le district d'Apac en Ouganda. Il s'inscrit dans le cadre du projet de ce réseau intitulé « Promouvoir et améliorer l'accès à l'information agricole par l'utilisation des TIC dans le Nord de l'Ouganda ». L'événement attire des décideurs politiques, des hauts fonctionnaires de l'administration locale du district, des agriculteurs, des organisations partenaires du projet ainsi que le grand public. Retransmis en direct sur la radio locale, au moment même où il se déroule, l'événement suscite un grand intérêt.

L'objectif du Forum du Lango consiste à sensibiliser les femmes vivant en milieu rural, les décideurs politiques et la communauté au rôle des TIC dans l'agriculture et dans le développement rural. Les discussions menées lors du forum sont marquées par la présentation de

certains documents par les intervenants. Ces présentations sont suivies par des discussions en séance plénière et par des groupes de travail. Le deuxième Forum du Lango s'est tenu dans le district d'Apac le 10 février 2009.

En Ouganda, les agriculteurs sont-ils associés au développement des TIC ?

L'un des intervenants était M. Charles Ogang, vice-président de l'Uganda National Farmers Federation (Fédération nationale ougandaise des agriculteurs, UNFFE), qui a affirmé que les TIC n'avaient pas encore été, à ce jour, pleinement exploitées afin de bénéficier aux agriculteurs. Il a ainsi assuré que, même si l'UNFFE possède un site Internet national (www.unffe.org) contenant des informations à jour sur l'agriculture en Ouganda et au-delà, de nombreux agriculteurs ne peuvent pas accéder au site dans un pays où plus de 80% de la communauté agricole vit dans les zones rurales et ne sait ni lire ni écrire. Par ailleurs, l'accent mis sur les TIC est souvent présenté en termes de sites web. Mais les TIC sont-elles obligatoirement synonymes d'Internet ?

M. Ogang a confirmé que les agriculteurs n'étaient pas, à l'origine, associés aux processus d'élaboration de la politique des TIC en Ouganda. L'UNFFE travaille actuellement avec le Ministère de l'Information et de la Technologie pour tenter d'associer les agriculteurs, afin d'élaborer de nouvelles politiques prenant en considération les besoins des agriculteurs. Par exemple, si les agriculteurs étaient dotés de compétences et de matériel en photographie,

ils seraient en mesure de prendre des photos de leurs cultures abimées et de les montrer aux animateurs de vulgarisation agricole de leur région. Cette démarche répondrait dans une certaine mesure aux questions de l'éloignement et de l'analphabétisme.

En outre, l'agriculture et la production sont pratiquées en milieu rural, mais les produits se retrouvent dans les zones urbaines et le centre des villes. Il est donc impératif que les agriculteurs obtiennent des informations relatives à la situation du marché, aux recherches effectuées en matière d'amélioration des semences, sur les maladies, les nouvelles technologies et les Services de conseil agricole de l'Etat.

Parmi les stratégies proposées que l'UNFFE entend mettre en place, on trouve :

- la création d'une radio des agriculteurs ;
- la création de groupes d'écoute de la radio au sein des communautés agricoles ;
- la production de cassettes contenant des informations agricoles importantes ;
- la production de magazines et de bulletins d'information, notamment au niveau des associations d'agriculteurs du district.

Comprendre le rôle des TIC dans un environnement agricole

M. Eria Bwana-Simba, expert au service des Questions et Réponses du département « Agriculture Research Information Services » (National Agricultural Research Laboratories, « Laboratoires nationaux de recherche agricole », Kawanda), a expliqué que la compréhension de la place et du rôle des TIC dans un pays agricole en développement dépendait de la reconnaissance des éléments suivants :

- la connaissance constitue un facteur de production de plus en plus important ;
- tous les acteurs du secteur agricole font partie d'un système de connaissances agricoles qui évolue ;
- les TIC accélèrent le développement agricole en facilitant la gestion des connaissances ;
- les TIC revêtent une importance capitale s'agissant de coordonner les mécanismes du commerce mondial.

Il a également fait valoir que l'extension de l'utilisation des TIC dans l'agriculture exigera un rôle plus actif et plus autonome de la part des organisations rurales intermédiaires, afin qu'elles puissent faire davantage office d'intermédiaires locaux pour transmettre les connaissances locales et qu'elles soient plus en mesure de fournir un « feed-back » sur la qualité des services existants de connaissances agricoles.



L'utilisation pratique des TIC dans l'agriculture

M. Bwana-Simba a également exposé de quelle manière l'utilisation des TIC dans les zones rurales peut aider les agriculteurs à accéder à l'information, à la stocker et à la partager, en utilisant différents procédés et médias :

- L'accès à des informations sur des acheteurs potentiels de produits agricoles : les TIC relient déjà des groupes d'agriculteurs ou des coopératives agricoles à des marchés plus vastes et aident les agriculteurs à harmoniser leurs prix. Les possibilités qu'offre l'utilisation des TIC pour promouvoir le développement rural grâce à l'agriculture consistent en grande partie à permettre de chercher des débouchés pour les produits, et ce grâce à la transmission d'informations et à l'accès à ces informations.
- L'accès aux marchés et aux informations relatives aux marchés par le biais des TIC telles que le téléphone portable améliore la qualité des choix en matière de vente de produits agricoles, tant sur les marchés locaux que sur les marchés internationaux. Cela est principalement dû à une amélioration des informations sur les prix et sur l'offre et la demande des produits.
- Les TIC facilitent également l'accès aux informations sur les tendances économiques en termes de prix et de demande pour un produit agricole donné. Étant donné la libéralisation de plus en plus répandue des marchés, les agriculteurs sont donc mieux protégés contre les abus de la part de marchands peu scrupuleux.

Toutefois, il convient de préciser que, même si les TIC viennent compléter l'actuel système de vulgarisation promu par les Services de conseil agricole de l'Etat, et ce par le recours à des agriculteurs modèles chargés d'effectuer des démonstrations au sein des communautés, peu d'agriculteurs sont en mesure d'accéder à des informations sur les meilleures pratiques agricoles et la formation dans ce domaine, ainsi qu'à d'autres informations relatives au développement.

L'accès des agricultrices aux nouvelles initiatives en matière de TIC

Les agricultrices en milieu rural ont-elles accès aux nouvelles initiatives en matière de

TIC ? La réponse à cette question est à la fois « oui » et « non ».

Bien que la plupart des agricultrices ne sachent ni lire ni écrire, nous pouvons affirmer qu'après quatre années de fonctionnement du projet de WOUGNET, elles ont vu beaucoup de changements dans leurs vies quotidiennes.

Le projet a mis à disposition des cours de formation continue destinés aux agricultrices en milieu rural et portant sur l'utilisation élémentaire d'outils TIC tels que la téléphonie mobile, l'utilisation d'un poste radiocassette pour accéder à l'information agricole, ainsi que l'aptitude à s'exprimer à la radio. Les talk-shows radiophoniques ont encouragé de nombreuses agricultrices à partager leurs expériences, ce qui a grandement contribué à renforcer leur confiance en elles pour ce qui est de rechercher et de transmettre des informations.

Au cours des débats menés dans le cadre du Forum, les agricultrices ont reconnu que leurs méthodes d'agriculture avaient changé, un grand nombre d'entre elles ayant adopté des pratiques agricoles améliorées et utilisant également des semences améliorées. Outre les collaborations avec d'autres agriculteurs, les visites d'échanges leur ont également fait connaître des méthodes d'exploitation et des variétés de cultures différentes, qu'elles pourraient à présent cultiver dans leurs propres jardins.

Parmi les technologies utilisées par les agriculteurs, on a estimé que les programmes radiophoniques apportaient la contribution la plus précieuse à leurs activités agricoles. Ceux-ci étaient suivis de l'utilisation de la téléphonie mobile par les agriculteurs, principalement pour poser des questions aux experts intervenant lors des émissions radiophoniques, ainsi qu'aux animateurs de vulgarisation agricole. Les visites d'échanges sur le terrain ont été classées à la troisième place car elles présentent aux agriculteurs des méthodes d'exploitation différentes.

Le potentiel de l'utilisation des TIC au niveau des communautés locales a été remarqué au niveau de la création de liens et de réseaux entre agricultrices, entre les groupements d'agriculteurs et l'Association des agriculteurs du district, ainsi qu'entre les agriculteurs et les experts agricoles. Avant d'avoir appris à utiliser les TIC, les agriculteurs disaient ne pas se connaître entre eux, ni savoir ce que faisaient au juste les agriculteurs des autres communautés locales. A présent, ils peuvent se réunir à l'occasion de sessions de formation, partager des informations lors de talk-shows radiopho-



niques, et ont fait l'acquisition de téléphones mobiles pour leur usage personnel. Toutefois, le principal défi réside encore dans le coût que cela implique, et dans les compétences nécessaires pour utiliser les TIC.

On peut donc affirmer que même si certaines femmes en milieu rural ont eu accès à ce type d'initiatives, leur nombre reste encore faible par rapport à celles qui auraient besoin d'accéder à l'information et aux services de conseil.

Conclusion

L'importance des TIC pour l'agriculture n'est pas une nouveauté, et de nombreuses méthodes traditionnelles de gestion et de transmission d'informations continueront également d'être capitales. Certaines TIC plus récentes offrent de nouvelles possibilités d'accroître la disponibilité et la rapidité d'informations cruciales, d'améliorer leur qualité et pertinence, et de proposer des méthodes plus efficaces en termes de coût pour assurer l'autonomisation et le feed-back de la part de communautés autrefois marginalisées. Les TIC vont contribuer à poursuivre l'amélioration et la consolidation des réseaux sociaux aux niveaux communautaire, régional et national, en réduisant le temps passé à voyager et à rechercher des marchés et des acheteurs potentiels pour la production agricole. Cela aura des répercussions positives sur les moyens de subsistance des ménages.

Le Forum du Lango sur l'e-agriculture continuera donc de sensibiliser le public aux avantages que comportent les outils Internet pour le développement et pour l'agriculture.

✳ Pour plus d'informations, veuillez contacter :
WOUGNET, Women of Uganda Network
Janet Cox Achora, Chargée de Projet
Echange d'Information et Réseautage
Plot 53 Kira Road
P.O. Box 4411, Kampala
UGANDA
Tél. : +256 41 532035
Fax : +256 41 530474
info@wougnet.org
www.wougnet.org

“

Les TIC destinées au développement ont été élargies pour inclure les technologies et les médias qui saisissent, stockent et diffusent des informations et des données. Elles comprennent des outils tels que, entre autres, la vidéo, le télétexte, des systèmes d'information vocale, la radio, la téléphonie mobile, la télécopie et les réseaux reliés par des moyens informatiques.

« Mon diplôme supérieur sur le terrain »

MARIAM SOW, COORDINATRICE D'ENDA PRONAT, SÉNÉGAL

Dans ce numéro, Dimitra commence une série d'interviews « Portraits de Femmes ». Cette rubrique aura pour objet de présenter des personnalités qui luttent contre la pauvreté, pour l'égalité entre les hommes et les femmes et pour le développement durable. Le premier entretien a été réalisé avec Mariam Sow d'Enda Pronat, organisation partenaire de longue date de Dimitra.

Comment êtes-vous devenue coordinatrice d'Enda Pronat ? Quel est votre parcours ?

Je viens des maisons familiales rurales (MFR)*. D'abord, j'ai fait une formation de monitrice rurale pendant trois ans. Ensuite, j'ai travaillé pendant sept ans comme responsable de la MFR de Bayakh, dans les Niayes [NdR : Région proche de Dakar] où les pesticides sont fortement utilisés.

Mon directeur de l'époque, en 1982, avait collaboré avec Enda Pronat pour organiser à Bayakh un atelier de formation et d'information sur les dangers liés à l'utilisation des pesticides par les producteurs. La Maison est une association de paysans qui porte la formation des jeunes à travers celle des adultes. Dans la préparation de l'atelier avec Pronat, l'équipe des femmes que je dirigeais était marginalisée par les responsables masculins de la MFR.

Traditionnellement, même si les femmes sont au cœur de toute la problématique des pesticides, on les attendait surtout pour assurer les repas pendant le déroulement de l'atelier. Lors d'une rencontre avec Pronat, j'ai découvert que les études préliminaires qui devaient servir de base à l'atelier avaient été entièrement réalisées par les femmes membres de la MFR, donc des femmes de mon département.

Quand je me suis rendue compte que les femmes assumaient toutes les activités tech-

niques mais que c'étaient les hommes qui allaient bénéficier de l'atelier, je n'ai pas pu me maîtriser. Je leur ai dit « Hors de question ! Nous ne participons pas à l'atelier, et la cuisine n'en parlons même pas ». Donc chacun s'est levé et nous avons failli nous battre et les participants à la réunion nous ont séparés. Finalement, les femmes ont pleinement participé à l'atelier et la cuisine a été gérée autrement, par des professionnelles.

Suite à cette histoire, le coordonateur de Pronat a demandé à ce que je travaille pour eux quelques mois pour animer les ateliers et depuis cette époque, je suis avec Pronat. En 1996, je suis devenue coordinatrice. Je dois beaucoup à Enda Tiers Monde et à son fondateur, car il a eu une philosophie pour dire que chacun est capable, que le monde doit avancer et permettre à chacun de développer ses capacités.

Et sur le plan académique ?

Ah, c'est là que tout le monde rit ! Je suis née en milieu rural, j'ai fait l'école primaire puis j'ai eu mon BEPC, soit 4 ans de secondaire. Alors, comme je l'ai dit, j'ai fait le concours des Maisons Familiales et j'ai eu trois ans de formation en alternance c'est-à-dire trois mois de terrain et deux à trois semaines de théorie à la direction des MFR de Thiès. Puis, j'ai été nommée responsable de la MFR de Bayakh. C'est pour cela que je dis « J'ai fait mon diplôme supérieur

sur le terrain », car j'étais là en tant qu'animatrice, entourée de paysans, qui ont un important capital de savoir faire, et avec des scientifiques. Donc, j'étais là, au milieu, à gérer les deux types de savoir et à essayer de créer une cohésion pour que cela puisse profiter davantage aux paysans. Ça a été vraiment une école de formation pour moi. En même temps, j'ai fait quelques formations, notamment en France sur l'agroécologie, et plusieurs stages pratiques. J'ai commencé à participer à de grandes

réunions avec des experts au niveau national, sous régional et international.

« Il faut croire en ses propres capacités, peu importe d'où on vient. »

Après la formation sur l'agroécologie, j'ai fait en sorte qu'Enda Pronat organise un atelier sur le sujet. Là aussi j'ai vécu une expérience qui m'a émerveillée : au début, Enda Graf – une autre entité d'Enda, qui est très forte en termes d'approche avec les organisations de base –, nous a proposé de faire l'atelier avec les paysans et les techniciens, en disant qu'on allait apprendre ensemble. Je n'étais pas convaincue. Quand les techniciens ont vu les paysans, ils ont eu la même réaction que moi : ils ne pensaient pas que c'était possible, avec leur niveau intellectuel, qu'ils pouvaient apprendre en même temps, dans une même salle que les paysans. Mais finalement, on a réussi à mettre ensemble tous les participants pendant un mois sous les arbres. En parcourant des marigots qui se sont taris, des forêts déboisées, des terres qui ont subi la monoculture de l'arachide, ce sont les paysans qui nous ont fait découvrir leur vrai milieu, et comment il a été détruit. On a alors compris que ce n'était pas à nous, les « techniciens » ou « agronomes » d'apporter seuls des réponses mais qu'il faut aussi travailler avec les paysans qui connaissent l'histoire de leur terroir.

Quels sont les défis auxquels vous avez été confrontée au cours de votre parcours et comment les avez-vous dépassés ?

Evidemment, j'ai été confrontée à des difficultés au cours de toutes ces années. Je parle avec une grande confiance mais j'ai toujours ressenti que mon niveau intellectuel devait être plus que ça. Le diplôme est quelque chose d'important pour les Africains. Je n'ai pas de diplôme qui atteste de ce que je connais, alors il faut que je raconte, que quelqu'un d'autre raconte, ou encore que l'on travaille avec moi pour découvrir qui je suis. [...]

Je sais aussi que certains négligent un peu ma personnalité car je ne suis pas une femme ca-



© Dimitra

précieuse qui s'habille autrement [Rires]. Naturellement, j'ai grandi comme cela et je crois à cette manière de faire. Mais parfois, c'est utile de se faire remarquer avec un grand boubou, des hauts talons et du maquillage... Ce n'est pas dans ma nature! Ce qui peut faire obstacle à ce que la personne me découvre.

Mais aujourd'hui, je suis inscrite à des cours du soir! A mon âge [Rires] pour essayer quand même de décrocher un diplôme. Je fais une licence en développement local et je devrais pouvoir faire une maîtrise. C'est drôle, je me retrouve avec des jeunes de l'âge de mes enfants, j'apprends avec eux mais je découvre aussi que j'ai un capital d'expérience que j'apporte à ces jeunes-là.

Le grand défi que j'ai eu, c'est quand j'ai pris la coordination de Pronat en 1996, j'ai un peu eu à arracher cela! Là il y avait des personnes qui se posaient des questions: est-ce que, venant de l'animation, j'avais les capacités de faire vivre Pronat. Ici à Enda, ce sont les équipes qui doivent trouver des financements pour mener les activités et payer le personnel. La question c'était: est-ce que Mariam a les capacités de construire avec son équipe des programmes cohérents pour convaincre les partenaires financiers?

“ On a compris que ce n'est pas à nous, les 'techniciens' ou 'agronomes' d'apporter seuls des réponses, mais qu'il faut aussi travailler avec les paysans qui connaissent l'histoire de leur terroir.



Mariam Sow (à droite) avec ses collègues Fatou Sow (au milieu) et Tine Ndoeye (à gauche).

Jacques Bugnicourt [NdR: le fondateur d'Enda Tiers Monde et, à l'époque, secrétaire exécutif] qui pensait que tout un chacun a un savoir faire a dit « Laissez la faire », et là j'ai foncé... avec force! C'est là que mes bonnes relations sociales m'ont aidé. A mon arrivée, on était quatre, aujourd'hui, nous sommes une équipe de 18 personnes au niveau régional ...

Incroyable mais vrai, j'ai joué brillamment le rôle de Secrétaire exécutive d'Enda Tiers Monde de mai 2006 à septembre 2007. Après le recrutement de la nouvelle Secrétaire exécutive, j'ai repris avec courage mon entité, Enda Pronat.

En tant que femme, j'avais aussi la lourde tâche d'éduquer mes enfants. Le bon Dieu m'a aidé avec la complicité de mon mari et des parents. Moi, j'ai jumelé la vie professionnelle et la vie privée. Car les enfants, c'est aussi une motiva-

Enda Pronat est un programme d'Enda Tiers Monde, une ONG qui lutte contre la pauvreté en s'attaquant aux mécanismes qui la génèrent. Depuis 1982, Pronat travaille avec les organisations de base et les instituts de recherche pour la promotion de l'agriculture saine et durable. Cela passe par la sensibilisation aux dangers liés à l'utilisation des produits agrochimiques, une meilleure gestion des ressources naturelles dans une perspective d'égalité hommes-femmes et la lutte contre certaines pratiques culturelles.

tion pour travailler. Le père est responsable autant que moi, je n'avais pas droit de baisser les bras. D'autant qu'il a eu une deuxième femme. Tout cela aurait pu me décourager, mais non! Chacune des situations, je l'ai utilisée comme atout. Je suis fortement croyante, j'ai dit « C'est Dieu qui me les a donné, je dois me battre, c'est ma mission ». En fait, ça m'a motivé à bien faire mon travail.

Avez-vous un conseil à adresser à nos lecteurs et lectrices?

Oui, il faut croire en ses propres capacités, peu importe d'où on vient. Il ne faut pas se mettre dans une situation de faiblesse. On peut apprendre partout et de tout le monde. Tu as un capital de savoir faire en tant qu'humain. Il faut croire à ce que tu fais. La conviction, c'est fondamental!

✱ **Pour plus d'informations sur Enda Pronat, consulter:**
www.endapronat.org

* Créées d'abord en France, les premières MFR sont apparues à l'étranger dans les années 1950. On en compte aujourd'hui plus de 1000, essentiellement en Europe, en Amérique latine et en Afrique. Les MFR dans le monde naissent des mêmes principes fondateurs qu'en France: pédagogie de l'alternance, responsabilité des familles, approche globale de l'éducation et participation au développement du territoire.
Plus d'informations: www.mfr.asso.fr



Manooré FM, 'la voix des femmes'

Depuis les années 1990 et la libéralisation des ondes, de nombreuses radios sont apparues en Afrique subsaharienne. Parmi celles-ci des 'radios de femmes' ont été créées. Derrière cette appellation se cachent des réalités et des projets différents. Focus sur Manooré FM, une radio communautaire sénégalaise, exemple d'implication citoyenne des femmes.

La radio Manooré FM se situe dans un quartier central de Dakar, ce qui lui permet d'être écoutée dans toute la ville et en périphérie. Bien que l'on ne dispose pas de chiffres fiables, la radio est reconnue et écoutée par la population. En témoigne notamment l'importante participation des auditeurs et auditrices aux émissions interactives de la radio.

Une journée comme les autres à Manooré FM : des journalistes surfent sur internet, préparent leurs émissions, relisent leur papier avant de passer à l'antenne... comme dans d'autres radios communautaires. La particularité de Manooré FM, c'est son projet. Oumy Cantome Sarr, Coordinatrice de la radio, l'explique : « Le but est de s'adresser directement aux femmes, et de donner une image plus réelle des femmes, toutes les femmes et notamment les femmes des couches défavorisées. Ce sont ces dernières qui sont les plus exclues des médias. Il fallait leur trouver un média qui parle de leur vécu, des histoires de femmes, des luttes, des échecs, qui montre le travail des femmes sur le terrain. C'est ce que nous avons créé. »

Savoir faire

Manooré signifie « Savoir faire » en wolof, la langue la plus répandue au Sénégal. Il s'agit de mettre en avant ce que les femmes font, leur implication et leur importance dans la société.

Mise sur pied en 1997 par Altercom, l'Association pour les femmes et la communication alternative, composée de femmes leaders et d'intellectuelles, ce n'est qu'en 2002 que la ra-

dio a obtenu sa fréquence. A l'origine, le projet a été financé par Oxfam America et Oxfam Grande-Bretagne pour répondre aux besoins des femmes sénégalaises.

Loin de suivre l'air du temps, Manooré FM est d'abord une organisation militante qui se veut un moyen d'émancipation des femmes. Il s'agit de rendre les femmes visibles dans les médias, de faire émerger leur voix. Pour ce faire, Oumy Cantome Sarr estime qu'il faut d'abord une implication et une reconnaissance auprès des organisations de base au niveau local : « Tu ne peux pas travailler sur les questions de femmes alors que sur le terrain tu n'es pas visible ! Si les gens ne te connaissent pas et les organisations de femmes ne reconnaissent pas un engagement sur la question, ça ne va pas aller. Ici, on considère que ça pose un problème. Une radio de femmes est d'abord militante et engagée ! »

La radio, acteur social

La radio est un acteur social à part entière, elle ne se contente pas de réaliser des émissions. Manooré FM s'est rapidement engagée dans des activités de plaidoyer et de renforcement des capacités. Par exemple, en novembre 2007, quand la constitution du Sénégal a été modifiée concernant l'accès des femmes aux fonctions électives et aux instances électorales, Manooré FM a eu un rôle significatif afin de canaliser les énergies des organisations de femmes pour un plaidoyer efficace.

En ce qui concerne le renforcement de capacités, la radio organise aussi des formations à

l'intention des femmes et/ou de communicateurs sur des questions comme le leadership et la communication, les violences faites aux femmes, les technologies de l'information et de la communication (TIC) ou encore la déontologie journalistique.

Les activités de renforcement des capacités bénéficient également au personnel de la radio. Celle-ci propose un processus de formation continue en interne, par le biais de formations mais aussi de travail en groupe autour de thématiques spécifiques, pas seulement sur les techniques journalistiques.

La radio s'adresse à tous, hommes et femmes

Manooré FM est féministe sans être excluante pour autant : son personnel est principalement composé de femmes mais la radio ne s'adresse pas uniquement à celles-ci. Oumy Cantome Sarr : « Au début, les initiatrices ont voulu que toute la chaîne soit féminine. Mais après quelque temps, elles se sont dit qu'il fallait faire des alliances avec les hommes, ceux qui croient à la cause des femmes. Nous ne nous adressons pas seulement aux femmes. D'ailleurs, la majorité des personnes qui participent à nos émissions interactives sont des hommes. Nous tissons des alliances stratégiques avec eux. Ils nous soutiennent, ça nous rend plus fortes. Nous travaillons sur la question des besoins pratiques et des intérêts stratégiques en même temps. Il faut qu'on puisse allier les deux, c'est important ! On veut aller plus loin que seulement permettre aux femmes de se réunir et égrainer une série de plaintes. Manooré veut surtout les inciter à donner leur propre vision du développement, leur donner la voix ! » Cette approche ouverte se retrouve également dans la ligne éditoriale de la radio : la radio ne se limite pas à parler de femmes. Elle s'assure surtout d'envisager n'importe quel sujet de manière sensible au genre, « avec des lunettes genre ».

Comme pour les autres radios communautaires sénégalaises, le financement n'est pas évident. Leur cadre juridique leur interdit d'obtenir des ressources de la publicité et, malgré le rôle de service public rempli par les radios communautaires, l'Etat n'a plus fourni de subsides depuis 2007. Les ressources de Manooré FM proviennent donc principalement des acteurs du développement, autour de thématiques données établies par les bailleurs :

La radio est un acteur social à part entière, elle ne se contente pas de réaliser des émissions.



© Alice Jones

« Il nous faut toujours voir par rapport à certaines problématiques comment l'articuler aux questions de genre et jouer sur ça. Jusque là, on était appuyé par des partenaires techniques et financiers, les deux Ox-fam, mais c'est terminé (NdR: ces ONG ont arrêté de financer des radios pour des raisons stratégiques globales). On a également eu le soutien du Conseil national de lutte contre le sida, du Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), l'Alliance nationale contre le sida, Global Fund for Women, Synchronicity Foundation, etc. » L'avenir ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices: l'aide publique au développement étant vraisemblablement amenée à être réduite en raison de la crise économique mondiale, et le soutien aux médias n'est plus vraiment une priorité pour les bailleurs. Malgré cela, Manoaré FM a bien l'intention – et trouvera les moyens – de continuer à remplir la mission qu'elle s'est assignée: faire entendre la voix des femmes.

✱ **Pour en savoir plus, contacter :**
Radio Manoaré FM
Oumy Cantome Sarr, Coordinatrice
Tél : + 221 33 864 38 88
E-mail: manoorefm@orange.sn



Radio Manoaré FM aborde toute problématique de manière sensible au genre – « avec des lunettes genre ».

© Alice Jones

OrdiSpace de RFI – Diffuser par satellite vers les radios africaines

En 2006, Radio France Internationale (RFI) a mis en place un système d'envoi d'émissions par satellite à l'intention des radios africaines. Depuis lors, quelque 250 radios reçoivent des émissions chaque jour via leur terminal installé par RFI. Le système OrdiSpace est également ouvert à d'autres partenaires et permet l'envoi de tous types de fichiers.

Le développement d'Internet en Afrique est rapide et important mais il touche principalement les centres urbains. En milieu rural, l'accès demeure limité en raison de l'absence de lignes téléphoniques et du manque d'électricité. OrdiSpace permet de briser l'isolement des radios situées en milieu rural et de leur fournir des informations inaccessibles autrement. Ces radios sont très écoutées par les populations locales, dont elles sont souvent la seule source d'information.

Grâce à son expérience en Afrique, RFI a développé un outil adapté aux contraintes locales. OrdiSpace est simple à installer et à utiliser. Le

terminal de réception est composé d'une unité centrale, d'un écran, d'un clavier et d'une mini antenne satellite Worldspace. Attention, il ne remplace pas un ordinateur connecté à internet: il permet uniquement de recevoir et de diffuser des fichiers envoyés via satellite par RFI. L'équipe d'OrdiSpace explore actuellement les moyens de permettre une communication interactive avec les radios.

Moyen de diffusion des émissions de RFI, OrdiSpace est aussi utilisé pour l'envoi d'autres types de fichiers comme des annonces écrites ou des publications. Les radios partenaires sont libres d'utiliser les programmes, les textes et les autres fichiers reçus comme elles l'entendent. Elles n'ont aucune obligation de diffusion.

Aujourd'hui, le réseau d'OrdiSpace comprend des radios dans 38 pays africains principalement francophones. RFI prévoit de développer davantage le réseau dans les pays non-francophones dans les mois et les années à venir.

Partenariats

OrdiSpace est également un outil au service de partenaires extérieurs comme la Cour Pénale Internationale, la Commission électo-



rale indépendante en RDC ou encore la radio des Nations unies. L'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) de Bamako transmet deux fois par semaine les annonces d'emploi écrites, en français et en bambara, aux radios maliennes uniquement, qui les diffusent à l'antenne sur base volontaire.

On notera que RFI propose également aux partenaires potentiels de prendre en charge la réalisation d'émissions à envoyer via OrdiSpace.

✱ **Pour plus d'informations sur le projet, consulter:**
www.ordispace.com
Tél: + 33 1 44 30 83 94 (France).



© RFI

SANKOFA – Un partenariat au niveau des communautés locales permet de réduire la pauvreté au Ghana

Il y a vingt ans, Kadjebi était un district pauvre de la région de la Volta, au Ghana. En 1989, un Programme intégré de développement rural destiné à alléger la pauvreté, et surnommé «SANKOFA» par la population locale, a été lancé par le Centre africain pour le développement humain (African Centre for Human Development, ACHD). Aujourd'hui, l'initiative a permis de faire naître un sens de l'autonomie et d'aboutir à la responsabilisation de la communauté, à la création d'emplois ruraux et d'infrastructures sociales qui faisaient cruellement défaut, ainsi qu'à un renouveau rural dans la région.

Dans les années 1980, il était courant de parler de développement rural, de participation de la population, de responsabilisation des communautés, d'autonomie, d'autosuffisance et d'appropriation par la communauté. De nombreux projets de développement existaient pour traduire ces mots dans les faits. A cette époque, l'ACHD, une organisation ghanéenne de développement, a lancé un Programme intégré de développement rural afin de réduire la pauvreté, avec le soutien de l'Organisation néerlandaise pour le développement (SNV). L'ACHD utilise une nouvelle approche du développement, dans le cadre de laquelle les populations des communautés représentaient des partenaires solides, et étaient directement associées à tous les aspects du processus de développement. «SANKOFA» signifie revenir à ses racines et à sa culture pour redécouvrir et à nouveau utiliser pour le développement les éléments positifs qu'elle renferme. Le programme a été appelé «SANKOFA» par la population locale parce que la philosophie du programme consistait à s'appuyer sur les connaissances, les coutumes et les traditions locales et à utiliser les méthodes traditionnelles de solidarité et de cohésion communautaire comme base d'un développement durable.

Le contexte local

A l'époque, la majorité des habitants du district de Kadjebi habitaient les zones rurales (75%), 67% d'entre eux vivant dans des agglomérations de moins de 500 personnes. L'incidence de la pauvreté dans le district était assez élevée, et avait un impact pluridimensionnel : des revenus faibles, et de faibles performances en matière de besoins élémentaires tels que le logement, l'état de santé et de nutrition, ou l'agriculture de subsistance.

La pauvreté affectait plus les femmes que les hommes, en raison du manque d'accès aux ressources et de contrôle de ces ressources (par exemple, la terre). Les femmes étant productrices de cultures vivrières, elles ne profitaient pas des prix des cultures de rente. Les enfants devaient également participer à la production de revenus pour faire subsister leur famille. La participation de la population à la gouvernance locale était très faible.



«SANKOFA» signifie revenir à ses racines et à sa culture pour redécouvrir et à nouveau utiliser tous ses éléments positifs pour le développement.

Construire des alliances stratégiques

Dans un premier temps, la stratégie du programme SANKOFA a consisté à construire des alliances avec les blocs de pouvoir locaux et traditionnels. Des consultations ont été menées régulièrement avec les chefs coutumiers, en tant que gardiens de la culture et leaders naturels de la population. Ceux-ci ont aidé à mobiliser les personnes pour qu'elles s'impliquent dans le développement de leur communauté, ont tenu des «durbars» communautaires (assemblées solennelles destinées à discuter d'un événement ou à collaborer à son organisation, le chef coutumier présidant les débats) et ont déterminé démocratiquement quels étaient les besoins urgents. Des mesures ont ensuite été prises afin de résoudre ces questions.

SANKOFA a aussi coopéré étroitement avec l'administration du district, qui a apporté le soutien technique qui faisait défaut et a aidé à l'élaboration d'un système efficace de collecte de recettes ainsi que de plans quinquennaux de développement.

Des groupes sociaux locaux tels que des groupes paroissiaux, commerciaux ou de jeunes, ont été constitués en vue de faciliter le contact et l'assistance, et en tant que plateformes destinées à la création d'emplois.

Chaque communauté identifiable a été encouragée à choisir des animateurs, qui ont reçu une formation spéciale sur tous les aspects du développement communautaire. Ceux-ci étaient censés sortir de la pauvreté la population dont ils étaient responsables, et ce en faisant preuve d'esprit de «leadership».

La connaissance, c'est le pouvoir

Un aspect crucial de la stratégie SANKOFA a consisté à transférer les compétences et les connaissances à ces groupes communautaires. Le transfert de compétences était une condition préalable importante pour la création d'emplois en milieu rural. Parmi les thèmes caractéristiques liés au renforcement des capacités figuraient : le processus de prise de décision communautaire, la formation de groupes, la responsabilisation du gouvernement local, l'égalité entre hommes et femmes et le renforcement du rôle des femmes, les collectes locales de fonds, la mise en réseau, et la gestion du crédit.

La réaction des participants aux cours a été très positive. Une dame âgée a ainsi déclaré : «C'est dommage que je ne sois pas allée à l'école. J'aurais été meilleure. Je vais envoyer tous mes en-

fants à l'école. Mes yeux sont maintenant grand ouverts. L'analphabétisme est un crime». Et un chef local de faire remarquer : « Au début, nous étions 'nourris à la petite cuillère'. À présent, nous sommes traités en adultes et nous pouvons nous nourrir nous-mêmes. Notre estime de nous-mêmes et notre dignité sont intactes. »

SANKOFA s'est basé sur les savoirs locaux de la population pour se développer en suivant un processus pratique, étape par étape. À titre d'encouragement, la comparaison suivante a été présentée : si nous vous donnons tous les jours du manioc, vous aurez faim quand nous ne serons plus là. Si nous vous apprenons à cultiver le manioc, vous n'aurez jamais plus faim. Cette philosophie simple a produit des effets magiques.

L'autonomisation des femmes, un élément essentiel

Un des principes directeurs du programme SANKOFA est de rechercher l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes. Au cours de la phase II des activités du programme, l'ACHD est devenu un partenaire local pour le projet Dimitra de la FAO, dont la mise en réseau et le soutien technique ont contribué à renforcer la spécificité de genre des travaux effectués, avec de très bons résultats. Un exemple...

Brafoanu est un petit village situé à 30 km au nord de la ville de Kadjebi. Tous les habitants sont de petits agriculteurs de subsistance. Les femmes s'occupent des cultures vivrières comme le maïs, le manioc, le taro et les légumes. Les hommes se chargent quant à eux des cultures de rente telles que l'huile de palme et le cacao. Seuls les hommes peuvent cultiver ces cultures permanentes car, selon le droit coutumier, ils sont les seuls à avoir le droit de posséder des terres.

En 1996, le sort tragique des 500 habitants de Brafoanu a été porté à l'attention du programme SANKOFA. Une analyse de la pauvreté a montré que la communauté se trouvait dans une situation déplorable. Il n'y avait pas de route goudronnée, la ville la plus proche était située à deux heures de marche et les seules ressources viables disponibles étaient les villageois eux-mêmes. Les femmes étaient plus nombreuses que les hommes. Grâce à un processus de sensibilisation, les femmes ont décidé d'adopter le code d'autonomie et de prendre leur destinée en mains. Après avoir constitué un groupe, les femmes ont transformé leur situation, à présent marquée par un grand dynamisme.

Quinze femmes ont formé un groupe homogène appelé « NORVISI » (cohésion). Elles ont

assisté à une série d'ateliers de formation afin de renforcer leur capacité à améliorer leur condition socio-économique, et aussi dans le but de défendre la cause des autres femmes au sein de leur communauté. Afin de réduire la charge de travail domestique et de gagner du temps leur permettant de se lancer dans d'autres entreprises, elles ont été formées à la construction d'outils simples mais efficaces d'amélioration de leur logement à l'aide de matériaux locaux, comme par exemple des réchauds non fumigènes, des hangars de séchage, etc.

Pour éviter les deux heures de marche jusqu'au moulin, le groupe a acheté une machine à moudre le maïs, ainsi qu'une installation de transformation du manioc en gari (poudre de manioc) et en amidon. Pour diversifier leurs activités, les femmes ont acheté des fruits de palmiers et les ont transformés en huile de palme, en huile de palmiste et en coques de palmistes. L'huile a été stockée et vendue pendant la haute saison. Les coques de palmistes ont été utilisées comme combustible pour la préparation des repas.

La prospérité économique qui en résulte pour ces femmes s'est traduite par une grande confiance en elles-mêmes. Elles ont créé un réseau avec des femmes d'autres communautés, et ont formé une association appelée « Les femmes portent la flamme ». Ensemble, elles ont présenté leurs revendications aux autorités locales et ont fait pression pour influencer les décisions prises au niveau local.

Le genre et l'emploi rural

La création d'emplois en milieu rural a été la clé de la réussite de l'initiative SANKOFA. Se-

lon les coutumes traditionnelles, les femmes sont très désavantagées en ce qui concerne les droits de propriété foncière. Par conséquent, les activités les plus sûres étaient soit l'agriculture de subsistance, soit le petit commerce. SANKOFA a appris aux femmes à transformer les produits agricoles pour augmenter leur valeur. Elles ont également été encouragées à créer des associations de commercialisation des aliments et à vendre leur production dans les grands centres de commercialisation à travers tout le pays.

La création d'emplois ruraux ne peut être viable que si des activités de soutien sont créées et si de nouvelles idées et de nouvelles connaissances sont introduites. Le bétail domestique ainsi que l'élevage des ruminants et des volailles offrent une certaine variété de choix aux populations rurales. Étant donné l'environnement agricole dans lequel vivent ces personnes, la meilleure solution pour elles est le statut de travailleurs indépendants, et elle consiste aussi à faire ce qu'ils sont le mieux à même de faire !

Les communautés rurales ne doivent pas être traitées comme si elles étaient incapables de faire des affaires. Cependant, elles doivent être formées, guidées et encouragées, en vue de supporter la rigueur de la situation et d'accepter les dures réalités économiques, faute de quoi elles seront toujours flouées par les hommes d'affaires des villes et continueront de vivre en creusant à la recherche de l'eau et en collectant du bois de chauffage. L'expérience du programme SANKOFA a mis fin à cette routine.



Un des principes directeurs du programme SANKOFA est de rechercher l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes. La création d'emplois en milieu rural a été la clé de la réussite de l'initiative SANKOFA.

Effets positifs à long terme

SANKOFA a sans aucun doute eu des répercussions très positives sur la vie des habitants du district de Kadjebi, et en particulier des jeunes. Certains des emplois créés concernaient les infrastructures sociales et économiques mises à disposition par SANKOFA, telles que :

- la construction d'une bibliothèque de district et d'un centre de ressources ;
- la création, dans le district, d'un parc pour enfants et de plusieurs structures préscolaires ;
- la construction de salles de classe dans dix communes ;
- des cours du soir d'alphabétisation des adultes pour plus de 100 groupes d'apprenants adultes ;
- dans plusieurs communes, un théâtre réservé à des troupes culturelles engagées au service du développement, afin de faciliter la communication aux populations d'informations relatives au développement ;
- l'amélioration des techniques agricoles sur l'exploitation elle-même, dans le but d'accroître la production d'aliments de base ;

- des activités agricoles hors de l'exploitation (pisciculture, élevage d'escargots, élevage de porcs, de volailles, de ruminants) ;
- la mise en place et la gestion d'un plan d'épargne et de prêts ruraux, en vue d'une mobilisation en matière de financement rural ;
- la promotion des liens entre groupes d'agriculteurs et centres de commercialisation ;
- le lancement d'un journal rural pour la diffusion des informations à l'échelle du district ;
- la rénovation du logement rural et résidentiel.

Conclusions

Parmi les évolutions importantes et les changements positifs pouvant être attribués au programme SANKOFA, on peut citer :

- le projet a redonné de l'espoir, et offert des perspectives d'avenir au district de Kadjebi et peut permettre de contrer la désintégration sociale, le découragement et le désespoir ;
- les possibilités d'emploi rural ont à nouveau rendu envisageable l'immigration vers Kadjebi ;
- des investisseurs extérieurs s'impliquent

dans la région, permettant la création de nouveaux emplois ;

- le district se positionne pour devenir le « nœud » du développement dans le nord-est du Ghana.

Alors que le programme fête ses 20 ans de fonctionnement continu au service de la population, il est maintenant temps qu'il fasse connaître ses expériences dans d'autres régions du pays. Cela se fera par la création du Centre de formation rural SANKOFA et de la station de radio communautaire SANKOFA à Kadjebi.

* Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter :

Willbert Tengey, Directeur général
African Centre for Human Development (ACHD)
et Gender Development Institute (GDI)
PO Box CT 4810
Cantonments, Accra
Ghana
Tél: +233 21 223031
E-mail: gdighana@yahoo.com - achd@qu.com.gh

Renforcer l'accès des femmes à la terre : allier la recherche à l'action – un projet de l'ILC en Afrique

Bien que l'accès des femmes à la terre et le contrôle qu'elles exercent sur celle-ci et sur d'autres ressources naturelles soient reconnus comme des questions importantes, elles sont encore insuffisamment prises en considération, en particulier dans les contextes politiques nationaux. En réaction à cette situation, l'International Land Coalition (Coalition internationale pour l'accès à la terre, ILC) mène actuellement un projet de recherche en Afrique orientale et australe, avec le soutien du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Il vise à relier, d'une part, la **recherche**, afin de parvenir à une meilleure compréhension de la nécessité d'améliorer l'accès des femmes à la terre et le contrôle qu'elles exercent sur celle-ci et, de

l'autre, l'**action**, afin d'éliminer les obstacles et les défis qui persistent encore dans la pratique en raison de rapports de pouvoir déterminés par le sexe.

Dans le cadre de ce projet de recherche, l'ILC travaille en partenariat avec le MISR (Makerere Institute for Social Research, <http://misr.mak.ac.ug/>) en Ouganda et le PLAAS (Institute for Poverty, Land and Agrarian Studies, www.plaas.org.za/) en Afrique du Sud. Les résultats de la recherche seront utilisés dans le cadre des activités de campagne, et liés à d'autres activités menées par l'ILC dans la région « Afrique ».

Les recherches relatives à ce projet sont axées sur l'action. Elles impliquent divers partenaires au moyen de petites subventions et visent à fournir des informations crédibles pouvant être utilisées pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques pertinentes en Afrique subsaharienne.

Un atelier inaugural tenu à Nairobi en mai 2008 a rassemblé des représentants d'organisations locales de femmes, de différentes ONG et d'établissements universitaires de huit pays de la région. Il a permis d'organiser des séances de formation consacrées aux concepts de genre dans le contexte de la propriété foncière, ainsi qu'à l'élaboration de propositions de recherche. Des séances de formation continue portant sur la recherche sont, en permanence, mises à la disposition des organisations partenaires du projet à titre de soutien apporté à la mise en œuvre des projets de recherche sélectionnés. Une gamme entière de matériaux, allant d'une bibliographie annotée sur l'accès des femmes à la terre jusqu'à une « boîte à outils » de recherche et d'action, est accessible en ligne à l'adresse suivante : www.landcoalition.org/program/wrap.htm.

Dix petits projets de recherche sont actuellement en cours de réalisation. Ils impliquent 19 organisations dont six en Afrique de l'Est (Ouganda, Kenya, Rwanda) et quatre en Afrique australe (Madagascar, Malawi, Mozambique, Zimbabwe). Parmi les thèmes de recherche concernant l'Afrique de l'Est : le rôle des organismes de surveillance au niveau des communautés locales (GROOTS Kenya), la concrétisation des droits de propriété des femmes par le biais de l'intervention législative (ULA, Uganda Land Alliance et UMWA, Uganda Media Women's Association) et le renforcement du droit des veuves à la propriété et à l'héritage (Young Widows Advancement Programme, Kenya). En Afrique australe, on trouve les thèmes suivants : l'impact de la réforme agraire sur la vie des femmes (WFA, Women Farmers' Association et CASS, Centre for Applied Social Sciences, Université du Zimbabwe) ainsi que l'accès des femmes à la terre sous le régime du dualisme juridique au Malawi (WOLREC, Women's Legal Resource Centre, avec la collaboration de l'UNFPA et d'OXFAM).

L'ILC explore de quelle manière il serait possible de lier ce projet aux activités d'autres organisations sur l'autonomisation des femmes et l'égalité hommes-femmes. La Coalition encourage des demandes d'information et des suggestions concernant la possible collaboration d'organisations appartenant au réseau Dimitra et intéressées par des questions similaires en vue de construire une communauté d'intérêt sur le sujet dans l'Afrique toute entière.

* Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Sabine Pallas (Secrétariat de l'ILC) :
s.pallas@landcoalition.org
www.landcoalition.org



CAFR : un site Internet d'apprentissage de finance rurale

Nous avons tous besoin d'argent. Même si nous produisons une grande partie de notre propre nourriture, nous avons quand même besoin d'argent pour acheter de nombreuses autres choses. L'argent est facile à transporter et peut être échangé contre tout ce qui est à vendre. Il représente aussi un moyen commode de conserver ses avoirs pour les utiliser ultérieurement. L'argent rend les échanges de biens plus aisés. Dans le monde entier, quand les gens font des transactions commerciales, importantes ou non, quand ils diversifient leurs activités et investissent dans leurs entreprises ou dans leurs maisons, leur besoin de **gérer leur argent** augmente.

Parfois, les gens font des bénéfices et peuvent épargner, parfois ils n'ont pas suffisamment d'argent. Pour remédier à cela, les gens **économisent ou empruntent**. Il existe de nombreuses façons d'épargner et d'emprunter. Ceux qui ne peuvent pas placer leur argent dans une banque achètent souvent du bétail, des bijoux ou d'autres biens matériels qu'ils peuvent ensuite revendre, ou épargnent tout simplement en mettant une partie de leur argent dans un pot à la maison. Toutefois, ce ne sont pas toujours les meilleurs moyens, ni les plus sûrs, d'économiser. Quand on a besoin d'emprunter, on demande souvent de l'aide à des parents, à des amis ou à des commerçants locaux. Mais cette solution se révèle souvent assez coûteuse...

Lorsque l'aide à la gestion de l'argent est fournie à titre d'activité commerciale, il s'agit d'un **service financier**. Les prestataires de tels services vont des banques coopératives dans les petits villages jusqu'aux grandes banques internationales. Très peu de gens qui dirigent une entreprise – agriculteurs, forgerons, coiffeurs, commerçants, etc. – peuvent le faire sans avoir accès aux services financiers. Toutefois, ceux qui résident dans les zones rurales ont peu de chances de trouver une banque près de chez elles. Le sentiment qu'elles seront confrontées à des coûts et à des risques élevés décourage souvent les banques d'opérer dans les zones rurales, et en particulier d'avoir pour clients de petits agriculteurs et d'autres petits entrepreneurs ruraux. La **finance rurale**, en tant que domaine de travail, vise à corriger ce déséquilibre et à faire également en sorte que les personnes qui vivent dans les zones rurales aient accès aux services financiers – comptes d'épargne, crédit à court terme, prêts, produits d'assurance-vie et d'assurance santé, et services de transfert d'argent.

Trouver des moyens d'accroître la disponibilité des services financiers et l'accès à ces services dans les zones rurales constitue un immense défi et exige, entre autres choses, une bonne connaissance de l'agriculture, des possibilités et des risques liés à l'investissement dans les



zones rurales, des besoins particuliers des populations rurales, etc.

Le **Centre d'Apprentissage de Finance Rurale (CAFR)** est un **site Internet** qui a été créé pour aider les gens à apprendre plus rapidement ce qu'ils ont besoin de savoir pour contribuer de façon concrète à l'amélioration de la disponibilité des services financiers dans les zones rurales. Il propose des informations sur la façon dont les prestataires de services financiers peuvent opérer efficacement dans les zones rurales, sur les différents types de services financiers, sur l'aide apportée aux populations rurales pour qu'elles gèrent mieux leurs entreprises, sur ce que les bailleurs de fonds et les gouvernements doivent ou ne doivent pas faire en vue de soutenir la croissance des services financiers ruraux, et sur bien d'autres sujets. Il contient également du matériel de formation et des possibilités de partage d'expériences et de connaissances. Dans la **rubrique formation**, vous trouverez des guides destinés aux formateurs sur des sujets spécifiques. Il y a aussi des leçons d'auto-apprentissage à distance pour les particuliers. Ces leçons sont à la fois interactives et informatives, elles aideront les personnes à expliquer les questions clés aux autres. Il comporte également une liste des cours de formation et des ateliers organisés dans le monde entier sur la finance rurale.

Une grande partie du CAFR est une **bibliothèque** regroupant des documents écrits ou multimédias, comme des vidéos, qui est organisée par thèmes. Le matériel de la bibliothèque est sélectionné en fonction de son utilité pour le renforcement des capacités et le partage des expériences et des innovations dans le domaine du financement rural.

Une caractéristique unique du CAFR est la possibilité pour ses utilisateurs de s'inscrire en tant que **membres**. Les membres inscrits peu-

Le Centre d'Apprentissage de Finance Rurale vous aide à apprendre, et donc à aider les autres à apprendre.

vent proposer l'acquisition par le site de ressources qu'ils jugent utiles. Tous les membres sont mentionnés à la rubrique des contacts, avec des organisations actives dans le domaine du renforcement des capacités du financement rural. Cela aide les gens à entrer en contact les uns avec les autres, et à développer la **mise en réseau** pour susciter les réflexions et la diffusion des idées.

Le CAFR est entièrement **gratuit**. Il n'est pas nécessaire de s'inscrire pour accéder aux ressources qu'il contient. Il est géré par la FAO dans une approche de partenariat. Les partenaires les plus importants sont les utilisateurs. La majorité des utilisateurs du CAFR sont des personnes qui, soit désirent améliorer leurs propres connaissances et compétences, soit prévoient d'utiliser le matériel dans le but d'informer ou de former d'autres personnes travaillant au sein de leur propre organisation ou projet, ou bien dans un autre cadre, de telle sorte qu'un plus grand nombre de personnes sont en mesure de s'adresser plus efficacement aux banques et aux autres institutions financières pour obtenir le type de services financiers dont elles ont besoin.

✳ **Consulter le site du CAFR :**
www.ruralfinance.org

✳ **Pour plus d'informations :**
Åke Olofsson, Chargé des finances rurales
FAO – Service de gestion, de commercialisation et de financement agricoles (AGSF)
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie
Ake.Olofsson@fao.org

Partager les savoirs : un nouveau défi de la société de l'information

FOIRE « PARTAGE DES CONNAISSANCES » | ROME, 20-22 JANVIER 2009

La FAO, le CGIAR, Bioversity, le FIDA et le PAM¹ ont organisé conjointement en janvier 2009, au siège de la FAO, une Foire intitulée « Partage des connaissances ». Les trois journées de cette Foire ont été marquées par de nombreux événements consacrés à une multitude de sujets : les stratégies interactives de partage des connaissances, les bonnes pratiques, les politiques et les pratiques opérationnelles utilisant des études de cas, des anecdotes, les nouveaux wikis interactifs, les blogs, les APPS, ainsi que de nombreuses réunions en face-à-face.

Les objectifs de cette Foire du partage des connaissances étaient les suivants :

- montrer de quelle manière le partage des connaissances peut améliorer l'efficacité et l'impact des organisations participantes;
- démontrer, partager et apprendre des bonnes pratiques de chacun;
- créer des liens et des réseaux en vue d'une future collaboration, tant au sein des différentes organisations qu'entre ces organisations.

Partager les savoirs, pas les gérer

La première journée de la Foire a été marquée par un fascinant discours inaugural prononcé par Geoff Parcell², qui a expliqué qu'il n'existait aucune façon de « gérer » les connaissances : nous ne pouvons que les « partager ». Si les stratégies de gestion des connaissances doivent se fonder sur les résultats en termes d'organisation, l'environnement doit être favorable à la collecte des savoirs. Ces savoirs ne sont utiles que si les gens les partagent au sein de leurs réseaux, et s'il existe au niveau de l'équipe de direction la volonté de créer un environnement favorable, en donnant aux gens l'espace et le temps nécessaires pour réfléchir à ce qu'ils apprennent.

Comme nous appréhendons tous différemment le monde dans lequel nous vivons, il est important que nous ayons à notre disposition des modèles communs afin d'être en mesure d'échanger des idées. Nos actes dépendent de ce que nous sommes – nous ne sommes pas neutres, nos convictions influencent les données que nous sélectionnons et analysons. D'où l'importance du partage, et de se rassembler au sein d'un « monde commun ». Cette réflexion commune aide les gens à prendre davantage conscience de leurs propres modes de pensée et de raisonnement, et les encourage à s'interroger sur ce que pensent les autres et sur la manière dont ils raisonnent.

En d'autres termes, pour bien travailler ensemble, nous devons posséder un **ensemble de valeurs communes**, une **équipe dirigeante qui facilite le processus**, offrir **des réponses demandées par les gens** et avoir la **volonté de partager et d'écouter**.

La confiance : l'essence même de l'apprentissage

Dans un autre exposé, intitulé « Information and Knowledge Management Strategies » (« Stratégies de gestion de l'information et des connaissances »), Geoff Parcell a insisté sur le fait qu'une stratégie est un processus continu. Dans le cas de la gestion des connaissances, la **confiance** est un élément clé. La confiance repose sur les bonnes relations entre les personnes et la capacité de partager des connaissances. On ne peut apprendre que lorsque les personnes peuvent se rencontrer et se faire confiance afin de créer des communautés de pratiques, et lorsque des réseaux peuvent commencer à s'instaurer. Il ne peut y avoir de contrôle bureaucratique sur ce processus.

Les facteurs d'un partage réussi des savoirs

Geoff Parcell a présenté une courte liste des facteurs de succès, tels que : la confiance, le soutien, l'appréciation positive, le transfert de connaissances, recueillir puis partager après la collecte, les rencontres en face-à-face, les conversations, l'écoute. Le rôle d'un gestionnaire du savoir est d'amener les personnes ou les réseaux à se connecter les uns aux autres. Il convient d'éviter dans la mesure du possible les présentations PowerPoint, afin de laisser la place aux discussions de personne à personne.

Pour améliorer l'apprentissage, il ne faut jamais sous-estimer : la valeur de conversations, l'auto-évaluation en tant que facteur crucial permettant de s'approprier la situation, et l'importance d'apprendre avant d'agir. Dans tout contexte, les personnes doivent partager entre elles ce qu'elles savent à partir de leur propre environnement. Le pouvoir résidera dans les valeurs et connaissances qu'elles découvrent avoir en commun.

Le partage des savoirs donne plus de « pouvoir » au travail de chacun

La participation à cette Foire de partage des connaissances a été très importante : il y a eu environ 700 participants, 112 sessions, plus

Le partage des connaissances : une manière plus intelligente de mieux faire les choses, de travailler moins et de produire plus.

Enrica Porcari, CGIAR

de 160 contributions, plus de 50 blogs créés, 40 « blips » vidéo, 150 mini-blogs Twitter, 130 marque-pages « Delicious », 250 photos postées, 22 séances de formation impliquant 400 formateurs et... trois présentations PowerPoint. Dimitra a présenté (en français et sans PowerPoint!) ses expériences dans le cadre du nouveau programme de la FAO intitulé « Gestion des Connaissances et Genre », mis en œuvre en collaboration avec la Division de l'échange des connaissances et du renforcement des capacités, le projet Hortivar (Groupe des cultures horticoles, Division de la production végétale et de la protection des plantes), le Service de gestion, de commercialisation et de financement agricoles, ainsi que l'Unité Recherche et vulgarisation de la FAO.

Quand la prochaine Foire du « Partage des connaissances » se tiendra-t-elle ?

L'environnement a été très chaleureux et les visiteurs ont apprécié la Foire, mais certaines lacunes ont été évoquées. Beaucoup ont regretté l'omniprésence de l'anglais en tant que langue de référence et la difficulté d'introduire d'autres langues, ce qui a constitué un obstacle important à la création d'un environnement propice au partage des savoirs.

Un sentiment de frustration s'est également fait jour, car il y avait trop de choses à voir et à faire en même temps – le problème n'était pas l'organisation d'événements parallèles, mais la multiplication des événements parallèles ! Cela a créé de nombreux dilemmes : fallait-il aller aux sessions consacrées à des sujets déjà familiers, afin de partager ses expériences avec les autres ? Ou fallait-il plutôt assister à des sessions consacrées à des sujets inconnus, où il était possible d'apprendre, mais où l'on n'avait pas d'expériences à partager ?

Toutefois, cette première Foire a été un grand succès, qui incite à organiser très prochainement un nouvel événement du même type.

* www.sharefair.net

1. FAO, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture; CGIAR, Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale; Bioversity International; FIDA, Fonds international de développement agricole; PAM, Programme alimentaire mondial des Nations unies.
2. Geoff Parcell est le co-auteur de « Learning to Fly. Practical Knowledge Management from Leading and Learning Organizations » (2004, Geoff Parcell et Chris Collison). Son discours inaugural à la Foire du Partage des Connaissances était intitulé « Networks and Effective Flows of Knowledge: how knowledge sharing tools maximize success in the working environment? ». (Réseaux et flux de connaissance efficaces: comment les instruments de partage des connaissances peuvent maximiser le succès dans un environnement de travail ?).

Ressources

COLLECTE DE FONDS

◎ **AWDF, African Women's Development Fund (Fonds de développement pour les femmes africaines) – Programme principal de dons**

L'AWDF (Ghana) finance des organismes locaux, nationaux, sous-régionaux, ainsi que des organisations régionales travaillant, en Afrique, à l'émancipation des femmes. L'AWDF est un fonds institutionnel de renforcement des capacités et de développement de programmes qui a pour objectif d'aider à bâtir une culture d'apprentissage et de partenariat au sein du mouvement des femmes africaines. Les financements provenant de l'AWDF sont répartis en six domaines thématiques : les droits fondamentaux des femmes, la participation politique, la consolidation de la paix, la santé et les droits reproductifs, l'autonomisation économique et le VIH/SIDA. Délai : toujours en cours.

www.awdf.org

SITES INTERNET

◎ **L'Alliance internationale VIH/SIDA**

L'Alliance est un partenariat mondial d'organisations opérant au niveau national pour soutenir l'action des communautés locales consacrée au SIDA dans les pays en développement. Elle souligne l'importance de travailler avec les gens les plus susceptibles d'être affectés par la propagation du VIH ou de propager celui-ci – et qui sont souvent les plus difficiles à atteindre. L'Alliance se concentre sur des réponses intégrées au VIH, combinant la prévention de l'infection par le VIH, un accès facilité aux traitements, aux soins et au soutien, et l'atténuation des conséquences du SIDA. Le site web comporte des boîtes à outils en ligne. Un CD-Rom est disponible sur demande. Vous pouvez également vous inscrire pour recevoir le bulletin électronique de l'Alliance.

www.aidsalliance.org

PUBLICATIONS

◎ **Failing the Rural Poor : Aid, Agriculture and the Millennium Development Goals (Pauvres en zone rurale – les oubliés : l'aide, l'agriculture et les Objectifs de développement du Millénaire)**

Cet exposé se concentre sur un secteur essentiel pour la lutte contre la faim, à savoir l'agriculture. Il met en particulier l'accent sur le rôle de l'aide à l'agriculture dans les pays en développement. L'aide n'est pas le seul instrument de politique intergouvernementale à avoir des effets sur l'agriculture et la capacité des gens à se nourrir de façon adéquate : le commerce et les investissements privés revêtent eux aussi une importance capitale. Cet exposé montre de quelle manière l'aide a contribué à cimenter la crise alimentaire actuelle. Il formule également une série de recommandations à l'intention des gouvernements nationaux et des donateurs quant à la façon de réorienter leur soutien à ce secteur essentiel.

ActionAid, septembre 2008 (16 p.)
www.actionaid.org

Note : la plupart des publications mentionnées ici sont disponibles gratuitement en ligne (sauf spécification contraire). La plupart des liens Internet sont trop longs pour être reproduits dans leur intégralité. En cas de difficulté d'accès aux publications sur le site Web des organisations, il suffit souvent de faire une recherche sur le titre sur Google.

En septembre 2008, le projet FAO-Dimitra a organisé son troisième atelier avec tous ses partenaires à Bruxelles sur le thème : « Stratégies d'information et de communication pour lutter contre les inégalités de genre en matière d'accès à la terre et leurs conséquences sur les populations rurales en Afrique ».

Une publication présente la synthèse des travaux de la réunion et les différents articles qui ont été produits par les participants, les collègues de la FAO et les partenaires du réseau, à l'occasion de cette rencontre.

Elle est disponible gratuitement sur simple demande.

◎ **Gender in Agriculture Sourcebook**

(Le Genre dans l'agriculture – Recueil de textes)

Les femmes jouent un rôle vital en tant que productrices agricoles et agentes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pourtant, par rapport aux hommes, elles disposent d'un accès limité aux facteurs de production tels que la terre, ou à des services comme la finance et la vulgarisation. Une série de contraintes affectent leur capacité à participer aux actions collectives en tant que membres de coopératives agricoles ou d'associations d'usagers de l'eau. Dans les systèmes de gouvernance centralisés, mais aussi décentralisés, les femmes ont tendance à manquer de force d'expression politique. Les inégalités entre hommes et femmes ont pour conséquences une quantité d'aliments cultivés et des revenus moins importants, et des niveaux plus élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire. L'agriculture, dans les pays en développement à faible revenu, est un secteur qui possède un potentiel très élevé en vue de réduire la pauvreté. Mais, pour que la croissance de l'agriculture soit à la mesure de ce potentiel, les disparités entre hommes et femmes doivent être traitées, et réduites avec efficacité. La publication est en anglais, mais un résumé général est disponible en français.

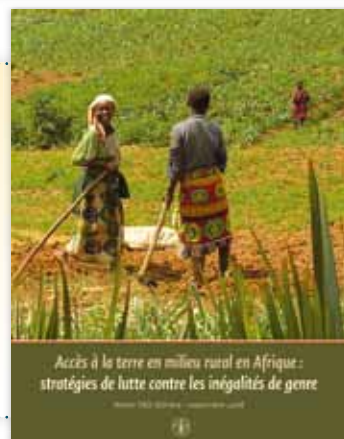
Banque mondiale, FAO et FIDA, 2008 (766 p.)
<http://worldbank.org/genderinag>

◎ **Gender : The Missing Component of the Response to Climate Change**

(Genre : l'élément manquant de la réponse au changement climatique)

Le genre a généralement été négligé dans les débats et les accords internationaux portant sur le changement climatique. Les auteurs considèrent que ce fait découle d'une préférence générale pour les mesures scientifiques et techniques, plutôt que pour les politiques abordant les aspects du comportement et des différences sociales. Alors que les pauvres se voient confrontés à de plus grandes difficultés en matière de changement climatique, les femmes sont généralement plus vulnérables aux effets de ce dernier. Ce rapport plaide pour la nécessité de reconnaître les différences entre les sexes, et pour la nécessité d'incorporer la dimension genre aux réponses apportées par les gouvernements et les organisations. Au vu du rôle central joué par les femmes dans le développement, ces réponses doivent faire en sorte que les effets du changement climatique n'appauvrissent pas davantage encore les femmes.

FAO, 2006 (63 p.)
www.fao.org



◎ **Grandir Info**

Le but de ce bulletin d'information mensuel est d'offrir aux travailleurs dans le domaine du SIDA des mises à jour régulières sur les connaissances, les pratiques, les initiatives et les recherches en matière de prévention, de soins médicaux et psychosociaux, de traitement et de soutien aux enfants vivant avec le VIH ou le SIDA en Afrique. Chaque numéro contient un bref article sur un thème d'actualité concernant les soins et les traitements, une étude de cas, un reportage, ainsi que des liens vers d'autres sites ou publications.

www.womenchildrenhiv.org/wchiv?page=ch-o6-fr

◎ **Growing vegetables for home and market**

(Cultiver des légumes pour la maison et le marché)

Les légumes qui sont faciles à cultiver (pommes de terre, oignons, tomates) apportent des avantages économiques, sociaux et nutritionnels, et peuvent également apporter une plus-value substantielle aux moyens de subsistance des petits agriculteurs. Grâce à cette brochure, les décideurs politiques et le personnel chargé du développement reconnaîtront les possibilités à leur disposition pour produire et commercialiser des légumes de qualité.

Le but des brochures pour la diversification éditées par la FAO est de sensibiliser et de fournir des informations aidant à la prise de décisions et portant sur les possibilités d'accroître les revenus des petits agriculteurs au niveau des exploitations agricoles et des communautés locales.

FAO Brochure sur la diversification n° 11, 2009 (102 p.)
www.fao.org

◎ **Helping Women Respond to the Global Food Price Crisis**

(Aider les femmes à répondre à la crise mondiale des prix alimentaires)

L'actuelle crise des prix des denrées alimentaires a fait l'objet d'une large attention mais, à ce jour, les discussions ont largement négligé les relations hommes-femmes de la crise. Plus de 15 ans de recherches rigoureuses sur le genre et la répartition des ressources au sein du ménage suggèrent non seulement que les hommes et les femmes seront touchés différemment par la crise alimentaire, mais aussi que, en tant que consommateurs comme en tant que producteurs, ils disposeront de stocks de ressources différents pour réagir à la hausse des prix. Bien que la situation actuelle appelle une réaction nationale et internationale urgente, cette urgence

n'excuse pas les mauvaises politiques incapables de contrer les effets néfastes de la crise sur les femmes. En lieu et place, les décideurs devraient profiter de cette occasion pour assimiler ce qui est connu à propos du rôle des femmes dans la production agricole et dans le bien-être des ménages, ainsi que les défis spécifiques auxquels celles-ci se voient confrontées, à la fois pour élaborer des réponses politiques plus efficaces et pour permettre aux femmes de mieux répondre aux défis et aux opportunités actuels.

IFPRI, Policy Brief n° 007, octobre 2008 (4 p.)
www.ifpri.org

☉ **L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2008. Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives**

Dans le rapport de cette année, l'accent est mis sur les conséquences des prix élevés des denrées alimentaires qui ont de sérieuses conséquences sur les populations les plus pauvres du monde, puisqu'ils réduisent considérablement leur pouvoir d'achat, déjà faible. Les prix élevés des denrées alimentaires ont aggravé la pénurie alimentaire, tout en rendant indispensable la réalisation des objectifs internationaux de réduction de la faim d'ici 2015. Ce rapport examine également comment des prix alimentaires élevés présentent une occasion de relancer l'agriculture paysanne dans les pays en développement.

FAO, 2008 (56p)
www.fao.org

☉ **Justice pour les femmes : Recherche des responsables des crimes sexuels après les conflits**

L'utilisation systématique d'une violence extrême, notamment de la violence sexuelle, dans les conflits et les situations d'après-conflit pose de manière pressante la question de savoir comment mettre fin au cycle de l'impunité. La reconstruction exige un effort combiné de la communauté internationale et des acteurs locaux en vue de résoudre des problèmes tels que l'aide militaire, le désarmement et la création de cadres judiciaires stables. De redoutables défis attendent les femmes victimes de violences sexuelles – le rejet social, l'impunité des auteurs, des difficultés d'accès à la justice, de graves problèmes de santé, les enfants nés de viols et la précarité économique. La justice, au sens le plus large, constitue une priorité et certains progrès ont été accomplis en ce qui concerne l'accès des femmes à la justice.

FRIDE, juillet 2008 (20 p.)
www.fride.org/publications

☉ **Atténuer les effets du VIH/SIDA dans les petites exploitations agricoles**

Il existe un certain nombre de façons d'adapter les pratiques agricoles en vue d'atténuer les effets du VIH/SIDA. Destiné aux agents de vulgarisation agricole, aux ONG et aux travailleurs des organisations internationales chargés du développement, ce manuel explore des méthodes pratiques pour atténuer les difficultés. Les stratégies examinées comprennent l'abandon d'activités à forte intensité en main-d'œuvre et à forte consommation d'intrants tels que la culture du café et la production de produits laitiers au profit de secteurs à faible consommation d'intrants, tels que l'agroforesterie, les pratiques de culture antiérosives ou l'aviculture. Le manuel souligne l'importance des aliments nourrissants, y compris des fruits et des légumes, pour les personnes contaminées par le VIH/SIDA, et recom-

mande la culture des plantes médicinales afin de traiter certains symptômes de la maladie. La nécessité des connaissances apparaît comme un thème majeur, que ce soit pour la maladie elle-même ou la lutte contre ses effets.

Agrodok series n° 45, Agromisa, 2008 (76 p.)
www.agromisa.org

☉ **Sécurité foncière et réduction de la pauvreté**

La terre est une ressource essentielle pour la vie des populations rurales pauvres. Elle est source de nourriture, d'habitat, de revenu et d'identité sociale. L'accès sécurisé à la terre réduit la vulnérabilité à la faim et à la pauvreté. Mais, dans les pays en développement, la garantie d'accès à la terre de la plupart des ruraux pauvres souffrant d'extrême pauvreté est plus fragile que jamais.

FIDA, février 2009 (4p)
www.ifad.org/english/land

☉ **Le progrès des femmes à travers le monde 2008/2009 : Qui est responsable envers les femmes ? Genre et redevabilité**

Ce rapport montre que la réalisation des droits des femmes et la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire dépendent du renforcement de la responsabilité pour les engagements pris envers les femmes et l'égalité hommes-femmes. Il démontre que, pour que les droits des femmes se traduisent par des améliorations substantielles dans leur vie, et pour que l'égalité entre hommes et femmes se réalise dans la pratique, les femmes doivent être en mesure de participer pleinement à la prise de décisions publiques à tous les niveaux, et de demander des comptes aux responsables si leurs droits sont bafoués, ou leurs besoins ignorés. Le rapport présente des preuves très claires que l'autonomisation des femmes et l'égalité hommes-femmes constituent des moteurs pour réduire la pauvreté, construire la sécurité alimentaire, diminuer la mortalité maternelle, protéger l'environnement et améliorer l'efficacité de l'aide.

UNIFEM, 2008(163 p.)
www.unifem.org/progress/2008/

☉ **Radios et NTIC en Afrique de l'Ouest : Connectivité et Usages**

Cette publication examine comment les nouvelles technologies de l'information et la radio peuvent être utilisées de manière combinée. Elle présente les résultats de recherches portant sur 220 stations de radio en Afrique de l'Ouest : au Bénin, au Burkina Faso, au Ghana, au Mali, au Niger, au Sénégal, en Sierra Leone et au Togo. Les objectifs de ces recherches étaient les suivants : procéder à une évaluation de la connectivité de la radio à l'Internet et aux satellites dans la sous-région, de l'utilisation d'outils tels que les téléphones mobiles, les CD-ROM, les clés USB et les logiciels de production audio numérique, identifier les usages innovants combinant les nouvelles technologies et la radio, identifier et analyser les contraintes liées à l'utilisation des TIC (Internet et satellite notamment) par les radios; identifier les besoins en termes de renforcement des capacités dans ce domaine, ainsi que la pertinence de cette nécessité. Elle propose, en se fondant sur les conclusions, des recommandations aux diverses parties prenantes.

IPAO, octobre 2008 (116 p.)
www.panos-ao.org

☉ **Securing Women's Right to Land and Livelihoods - A Key to Ending Hunger and Fighting AIDS**

(Garantir le droit des femmes à la terre et aux moyens de subsistance – Une clé pour l'éradication de la faim et la lutte contre le SIDA)

Ce document d'information met en évidence le lien entre l'inégalité entre hommes et femmes d'une part, et le VIH/SIDA d'autre part, lien en raison duquel les inégalités sociales et économiques dont souffrent les femmes créent des situations de pauvreté, de faim, de violence et d'abus. Briser ce lien nécessite de prendre des mesures en matière de droit des femmes à la terre et aux moyens de subsistance, et d'amélioration de la sécurité alimentaire des femmes. ActionAid réitère ses appels déjà anciens aux gouvernements pour que ceux-ci prêtent attention aux petites exploitations agricoles, et en particulier à celles tenues par des femmes, ainsi qu'à l'économie des travaux domestiques. Le document souligne également la nécessité de faire face au VIH/SIDA du point de vue des droits de l'homme, et de briser les résistances institutionnelles à cette approche.

ActionAid, juillet 2008 (31 p.)
www.actionaid.org

☉ **The Evolving Contexts of AIDS and the Challenges for Food Security and Rural Livelihoods**

(Les contextes en évolution du SIDA et les défis pour la sécurité alimentaire et les conditions de vie des habitants en zones rurales)

Ce document se concentre sur l'évolution du contexte de l'épidémie de VIH, dans le but de livrer de nouveaux aperçus de ce que celle-ci implique pour les sociétés rurales. Il fait valoir que, même si certains signes montrent que l'épidémie est en voie de stabilisation, voire en recul dans certains pays fortement touchés, les effets socio-économiques associés au VIH/SIDA continueront d'être considérables pour de nombreuses années encore, et qu'ils exigent, en tant que tels, des réponses novatrices bien coordonnées et planifiées de la part du secteur agricole.

FAO, septembre 2008 (77 p.)
www.fao.org

☉ **La radio communautaire pour l'empouvoirement des femmes et la bonne gouvernance – Meilleures expériences pour une recherche-action**

Au cours des deux dernières années, l'AMARC a contribué à la réalisation de recherche-actions sur l'impact social de « l'empouvoirement » des femmes sur les processus de bonne gouvernance par le biais de la radio communautaire. Ce document contient des articles sur les femmes et sur les processus de bonne gouvernance, ainsi que sur les expériences de praticien-ne-s recueillies au cours de plusieurs séminaires de partage de connaissances et de recherche-action tenus au sein du réseau mondial de la radio communautaire, en continuité avec le projet de recherche-action sur « L'impact social de la radio communautaire : éliminer les obstacles, accroître l'efficacité », qui s'est tenu tout au long de l'année 2006.

AMARC International, mars 2008
www.amarc.org/wggtcr